

Officiellement, le général Oufkir s'est suicidé

Des centaines d'arrestations dans l'armée de l'air marocaine

La Grande-Bretagne renvoie les mutins au Maroc

Les cinq officiers de l'armée de l'air marocaine qui s'étaient réfugiés à Gibraltar après la tentative d'assassinat contre le roi Hassan II, ont été renvoyés au Maroc sur instruction du gouvernement britannique.

Un porte-parole du Foreign Office a déclaré, hier matin, que la décision sur le sort des deux officiers, qui seraient impliqués dans le complot contre le roi Hassan II, avait été prise avant-hier soir.

« Le maintien de la présence de ces officiers à Gibraltar a paru contraire à l'intérêt public », a déclaré le porte-parole du Foreign Office. Il a enfin indiqué que l'ambassadeur du Maroc à Londres avait été informé de la décision de Londres au cours d'un entretien avec M. Joseph Godber, ministre d'Etat au Foreign Office.

Entre le maintien de ses bonnes relations avec le Maroc et celui de sa réputation de terre d'asile pour réfugiés politiques, la Grande-Bretagne a choisi : les deux officiers de l'air marocains qui s'étaient réfugiés jeudi matin à Gibraltar, le lieutenant-colonel Amkrane et le lieutenant El Midaoui, ont été rendus au Maroc comme l'exigeait le gouvernement de Rabat.

Ils ont été embarqués peu avant minuit à bord d'un avion de l'armée marocaine avec les trois sous-officiers qui les accompagnaient et qui avaient demandé à rentrer dans leur pays de leur propre gré ne se trouvant pas impliqués dans le complot.

Dès hier après midi, les trois sous-officiers avaient obtenu l'autorisation d'être rapatriés, mais le sort des deux officiers a posé un véritable dilemme pour le gouvernement britannique qui n'a donné sa décision que jeudi soir en fin de soirée. Elle a été immédiatement transmise à l'ambassadeur du Maroc à Londres, M. Thami Ouazzani, par M. Joseph Godber, ministre d'Etat au Foreign Office.

Un communiqué laconique du Foreign Office publié hier matin a indiqué que la décision d'extrader le lieutenant-colonel Amkrane et le lieutenant El Midaoui avait été prise « du fait que le maintien de la présence de ces officiers à Gibraltar paraissait contraire à l'intérêt public ».

Le gouvernement britannique en accédant à la requête du gouvernement marocain et en envoyant les deux officiers vers un sort incertain, risque de s'attirer de sévères critiques de la part de tous ceux qui considèrent la Grande-Bretagne comme terre d'asile politique par excellence, d'autant qu'il

n'existait aucun traité d'extradition entre Londres et Rabat et que le gouvernement était donc parfaitement en droit d'accorder l'asile politique que réclamaient les deux officiers. Les milieux de gauche britanniques et la presse ne manqueront sans doute pas de faire remarquer que le gouvernement semble faire deux poids deux mesures entre les réfugiés de pays socialistes, ou tels que la Grèce, et ceux de pays « amis ».

L'extradition des deux officiers en tout cas, contribuera sans doute à resserrer encore les bonnes relations qu'entretennent Rabat et Londres.

La décision britannique prise à l'échelon gouvernemental

La décision de livrer aux autorités de Rabat les deux officiers marocains qui avaient cherché refuge à Gibraltar, a été prise par le Foreign Office après des consultations à l'échelon gouvernemental, auxquelles ont pris part le Premier ministre, M. Edward Heath, et le secrétaire au Foreign Office, Sir Alec Douglas Homes, qui est en vacances en Ecosse, déclare-t-on, vendredi matin, de source autorisée à Londres.

En dépit du fait que les deux hommes, le lieutenant-colonel Amkrane et le lieutenant El Midaoui, aient expressément demandé le droit d'asile politique, il a été estimé qu'aucun gouvernement conscient de ses responsabilités ne pouvait héberger de telles personnes — notamment dans une petite communauté comme Gibraltar. Le gouvernement britannique, ajoute-t-on de même source, a appliqué les principes du droit international concernant l'expulsion des étrangers dont la présence « n'est pas dans l'intérêt public ».

A ces explications officielles, on ajoute, dans les milieux informés, que le gouvernement britannique est soucieux de maintenir de bonnes relations avec le Maroc en raison de la situation à Gibraltar : en effet, depuis l'imposition par l'Espagne d'un blocus total du « ro-

cher » et le retrait des ouvriers espagnols, l'économie de la colonie dépend en grande partie de la présence de quelques milliers de travailleurs marocains.

En outre, observe-t-on dans les milieux compétents, Gibraltar dépend entièrement du Maroc pour son approvisionnement en nourriture fraîche — fruits, légumes et viande — toujours à cause du blocus espagnol.

Discours du Roi à la nation samedi

Le roi du Maroc apprend-on de source sûre, s'adressera samedi à son peuple, dans le discours radio-télévisé qu'il tient chaque année aux environs du 21 août, à l'occasion de l'anniversaire du prince héritier Sidi Mohammed.

C'est dans ce discours traditionnel que le Roi tirera les conclusions des tragiques événements de mercredi et pourrait annoncer les mesures qu'il compte prendre. Le souverain chérifien, contrairement à ce qu'il avait fait l'année dernière, après la tuerie de Skhirat, ne tiendra donc pas une conférence de presse et très probablement n'accordera pas d'interview.

Depuis la tragique soirée de mercredi, le Roi n'a pas quitté sa résidence d'été de Skhirat, située à une vingtaine de kilomètres au sud de Rabat, en bordure de l'océan. Les ministres marocains et les membres de l'entourage royal qui sont à Skhirat auprès du souverain, siègent sans désespérer depuis mercredi soir. Aucun d'entre eux n'a pu être approché par les journalistes, aucun d'entre eux n'a répondu aux appels téléphoniques.

Le ministre de l'Intérieur, le Dr Mohamed Benhima pourrait tenir cet après-midi une conférence de presse.

(Suite page 7.)

Les officiers mutins renvoyés au Maroc

(suite de la première page.)

Vendredi matin, à l'aube, un avion militaire marocain a décollé de l'aéroport de Rabat-Salé, emportant la dépouille mortelle du général Mohamed Oufkir qui va être inhumée à Ain-Cah, son village natal, aux confins pré-sahariens du royaume, huit cents kilomètres au sud de la capitale marocaine.

Les obsèques de feu le major-général des forces armées royales se dérouleront sans

prières solennelles, car selon les prescriptions de l'Islam, un suicide ne peut bénéficier du cérémonial qui entoure les obsèques traditionnelles.

Seuls les hommes de la famille ont accompagné le cercueil. On ignore encore quelles personnalités assisteront à l'inhumation. Dans la soirée d'hier, le ministre marocain de l'Agriculture et un représentant du palais étaient venus se recueillir devant la dépouille mortelle du général Mohamed Oufkir.

c'est M. Karim Lamrani, Premier ministre sortant, qui forma le nouveau gouvernement où ne figure aucun membre de l'opposition.

Le début des années 1960 avait été marqué par une grande activité de l'opposition au sein des syndicats et dans les villes. En juillet 1963, cent deux militants de l'U.N.F.P. avaient été accusés par le roi Hassan II de tentative d'assassinat. En mai 1964, onze d'entre eux étaient condamnés à mort, dont le leader de l'U.N.F.P., Medhi ben Barka, enlevé en plein Paris en 1965. En 1971, cent soixante et un opposants de l'U.N.F.P. se retrouvaient de nouveau dans le box des accusés du procès de Marrakech, pour complot.

L'Union nationale des forces populaires, née d'une scission du vieux parti nationaliste de l'Istiqlal, participait au gouvernement dans les premiers temps de l'indépendance du Maroc. Ce parti n'a cessé de réclamer une démocratisation du régime marocain et de très profondes réformes économiques et sociales pour lutter contre le sous-développement et la corruption.

Au sein du Front, né le 22 juillet 1970, l'Istiqlal et l'U.N.F.P. étaient tombés d'accord sur le programme des réformes intérieures. Des dissensions ont éclaté ces derniers temps au sein de l'U.N.F.P., mettant face à face jeunes et anciens. Les jeunes, notamment un groupe de l'Union nationale des étudiants du Maroc, veulent changer le système, mais en participant aux élections futures, voire en entrant au gouvernement. Face à ces derniers, les « durs » du parti, animés par le leader syndicaliste Mahjoub ben Seddik, et par l'ancien ministre Abdallah Ibrahim, refusent le compromis avec le palais.

Des centaines d'arrestations dans l'armée de l'air marocaine

Plusieurs centaines de membres de l'armée de l'air marocaine, soit presque toute l'escadille opérationnelle de l'armée de l'air, ont été, hier, en état d'arrestation.

Ces arrestations ont été opérées dans tout le pays, mais les plus nombreuses ont eu lieu à la base de Kenitra.

De plus, l'interrogatoire de 13 pilotes ayant participé au complot a commencé.

L'opposition au Maroc

Les seules tentatives de renversement par la force du régime marocain ont été le fait de l'armée: Skhirat, le 7 juillet 1971 et l'attaque d'aujourd'hui, 16 août, de l'avion du roi Hassan II par des « F-5 » de l'armée de l'air marocaine.

A la suite de la tuerie de Skhirat, les auteurs du soulèvement payèrent de leur vie cette entreprise et une refonte totale du commandement des forces armées royales marocaines fut menée par le général Mohamed Oufkir, devenu ministre de la Défense nationale et major général de l'armée. Le Roi, lors de l'attentat de Skhirat, l'avait investi des pleins pouvoirs.

L'opposition politique au régime marocain, essentiellement constituée par l'Istiqlal de M. Allal El Fassi et l'Union nationale des forces populaires de Me Abderahim Bouabib, ne s'est à aucun moment solidarisée avec les auteurs du putsch de juillet 1971.

Ces deux partis sont réunis depuis 1970 au sein d'un front national, la « Koutlah El Watania ». Après les événements de Skhirat, le Roi, qui avait proclamé son désir de « changer quelque chose dans sa façon de gouverner », avait entrepris de nombreuses consultations avec les milieux économiques et politiques du pays, qui n'ont donné aucun résultat en ce qui concerne l'éventuelle participation au gouvernement de ces deux partis d'opposition.

Le 17 février 1972, le roi Hassan II annonçait pour le 1er mars un référendum proposant une nouvelle Constitution au Maroc. Le Front refusa de participer à cette consultation qui fut couronnée de succès et qui dota le Maroc d'une Constitution transférant certains pouvoirs du Roi au Premier ministre et à la Chambre des représentants. Les dirigeants de l'Istiqlal et de l'U.N.F.P. auraient souhaité qu'un gouvernement provisoire de transition

Un gouvernement de « réconciliation »

fût formé précisément pour préparer une telle consultation et des réformes.

Après la décision du souverain de former un gouvernement de « réconciliation », la Koutlah El Watania se déclara prête à participer à cette équipe gouvernementale, mais malgré un mois de pourparlers, aucun accord ne put être conclu entre le Roi et le Front, et

UNE ARMÉE ROYALE PEU ROYALISTE

*France-Son
18 Août 72*

CE n'est décidément pas de ses adversaires déclarés que doit se garder le roi du Maroc, Hassan II, mais de ceux qui, lui étant proches, lui semblent des amis. Il vient, d'ailleurs, de perdre celui qu'il honorait de sa confiance et de son amitié depuis quinze ans. Le général Mohammed Oufkir, ministre de la Défense nationale, major-général des forces armées royales, le plus ferme soutien du trône alaouite, est mort.

Le général Oufkir s'est suicidé, annonce-t-on officiellement, en se tirant une balle dans la tête. Suicide réel, dû au désespoir de n'avoir pu protéger son souverain des balles des conjurés après l'attentat perpétré hier par des officiers dont il était responsable et celui de Skhirat, il y a treize mois ? Exécution sommaire, selon des milieux diplomatiques étrangers ? Car Oufkir, lui-même, selon ces mêmes milieux, aurait fait partie du complot.

Il y a à peine treize mois, le 10 juillet 1971, c'est le chef de la Maison militaire du souverain, le général Medbouh, appuyé par les cadets apparemment fidèles de l'Ecole militaire d'Ahermoumou, qui avait déclenché le complot de Skhirat dont le bilan devait être si lourd : d'abord un massacre aveugle (100 morts, 130 blessés) puis l'exécution de 10 officiers supérieurs mutinés.

Hier, ce sont des aviateurs bénéficiant de la confiance de Hassan II qui ont, en plein vol, ouvert le feu sur le Boeing royal qu'ils étaient chargés d'escorter avant de s'acharner à mitrailler à terre le souverain réfugié dans une pinède.

« Baraka » ? Sans doute. Le roi, par deux fois, l'aura échappé belle.

Mais par deux fois aussi, ce sont des officiers de son armée, l'armée royale — et non point des membres de l'Union nationale des forces populaires ou de l'Istiqlal, partis de gauche et d'opposition — qui ont attenté à la vie du monarque.

Aussi bien, après Skhirat, est-ce aux conjurés militaires de haut rang que le roi avait réservé sa rigueur alors qu'il

faisait preuve d'une relative clémence à l'égard des 161 membres de l'Union nationale des forces populaires traduits l'an dernier devant le tribunal de Marrakech.

Comme si le roi apprenait à distinguer ses adversaires de ses faux amis...

« Quelque chose de pourri »

Mais après l'insolite attentat aérien d'hier, il lui reste manifestement beaucoup à apprendre.

On a très vite su, sinon les buts exacts (car ils n'ont pas eu le temps de les faire connaître), du moins les mobiles des conjurés de Skhirat. Ils s'élevaient contre la corruption régnant au sein même du gouvernement royal. Les conjurés étaient des officiers, comme on dit « purs et durs ». Les survivants du festin tragique de Skhirat rapportèrent aussitôt que les cadets, ivres de rage, ne parlaient que de régler leur compte aux « pourris ».

Qu'il y eût, en effet, quelque chose de « pourri » dans le royaume chérifien, le roi allait lui-même le reconnaître en dénonçant expressément les « corrompus » et les « corrupteurs » puis en faisant arrêter en avril dernier quatre de ses anciens ministres.

A l'heure où un jour incertain se lève sur Rabat, il est trop tôt pour savoir ce qui, au juste, a fait agir les officiers conjurés de l'armée de l'Air. La haine de la « corruption » encore ? La fidélité aux généraux et colonels fusillés après Skhirat et le désir de les venger ? L'exemple des officiers nassériens qui chassèrent en 1952 Farouk ou celui, plus récent, des « officiers libres » de Libye qui mirent en 1969 un terme au règne du vieil Idriss ?

Constatons simplement que le roi du Maroc est plus que jamais menacé et que le « malaise » est grand au sein d'une « armée royale » qui n'est plus tout à fait une armée royaliste.

Eugène MANNONI.

Supprimant la fonction que détenait Oufkir

Hassan II prend le contrôle personnel de l'armée

L'opposition se montre peu empressée à se rapprocher du roi

De notre envoyé
spécial

Rabat, 20 août.

Jamais sans doute, un souverain n'aura pris aussi souvent la parole en si peu de temps. Hassan II a réuni, samedi soir, au palais de Skhirat, les officiers supérieurs des trois armes des forces royales et leur a parlé en arabe dialectal : « De façon, a-t-il précisé, à être parfaitement compris de chacun ».

Dimanche, à midi, tous les Marocains étaient agglutinés devant les postes de télévision, chez eux ou dans les cafés, pour entendre le discours traditionnel que prononce chaque année, à pareille époque, le souverain chérifien, en souvenir de la déportation de son père Mohamed V, allocution qui présentait un caractère d'intérêt tout particulier en raison des événements qui viennent de se dérouler dans le pays..

Lundi soir, le Roi réunira, au cours d'une conférence de presse, tous les correspondants et envoyés spéciaux qui se trouvent actuellement à Rabat.

Le nombre de ces interventions personnelles et le texte des deux premiers discours permettent de penser que, contrairement à ce qui

a été annoncé immédiatement après l'échec de la tentative d'assassinat prémédité contre lui, mercredi dernier, Hassan II n'est pas certain d'avoir la situation bien en main. Il est frappant de constater à quel point, depuis quelques jours, toutes les déclarations officielles mettent l'accent non seulement sur la trahison du général Oufkir, mais aussi et surtout sur le fait qu'il a agi seul et par pure ambition personnelle. Or, il est fort difficile d'admettre qu'un homme comme le général Oufkir, qui était l'une des personnalités les plus importantes du régime, qui détenait entre ses

maines les fonctions de ministre de la Défense et de major-général de l'armée, qui était véritablement le numéro deux de ce pays, après le roi lui-même, ait pu agir de façon aussi inconsidérée et surtout avec les pouvoirs et les moyens dont il disposait, rater aussi lamentablement les deux tentatives de coup d'Etat qui lui sont imputées.

A moins qu'Oufkir n'ait fait que couvrir un putsch orchestré par d'autres, et mal préparé par ceux-ci. En outre, la thèse selon laquelle le général Oufkir ne se sera pas « suicidé tout seul » trouve à Rabat des oreilles complaisantes.

Il paraît plus probable que si un coup d'Etat a été tenté et a échoué — ce que les faits démontrent — le roi et ses fidèles ne sont pas parvenus à s'emparer de tous les auteurs du complot, et que ceux-ci, lorsqu'ils ont appris — peut-être par Oufkir lui-même — l'échec de l'opération, ont soigneusement évité de compromettre, ce qui revient à dire qu'il y a actuellement dans l'armée marocaine des hommes prêts à tuer le roi et à risquer une troisième tentative.

Robert ROUYET.

(SUITE EN TROISIEME PAGE.)

HASSAN II CONTROLE L'ARMEE

(VOIR DEBUT EN PREMIERE PAGE.)

Cette hypothèse se trouverait confirmée à la fois par les propos tenus par le ministre de l'Intérieur, M. Benhima, vendredi soir, et par le roi, le lendemain. M. Benhima, en effet, avait insisté longuement sur le fait que tant à Skhirat que dans le ciel de Tétouan, les mutins n'avaient fait qu'obéir à des ordres émanant de hautes personnalités militaires. Il avait parlé avec insistance de la fidélité des forces armées royales et de leur spontanéité à défendre leur souverain. Le lendemain, Hassan II avait adopté un tout autre ton. Devant des officiers figés au garde à vous, le visage décomposé, le roi avait déclaré que l'armée avait souillé son uniforme, qu'en s'attaquant par deux fois en treize mois avec des armes ultramodernes à des personnes sans défense, elle avait creusé un fossé considérable entre les civils et les militaires, que le divorce n'était peut-être pas irréparable, mais qu'il existait néanmoins.

Enfin, le souverain avait annoncé que désormais, et de façon défi-

nitive, il assumait seul les responsabilités de la défense nationale et du commandement général des forces armées. Après la carotte, le bâton.

Tout porte à croire que le Roi n'a plus confiance dans son armée. Il la craint et cherche à la réduire à sa merci. Par la flatterie, par la honte, par la menace.

Quels appuis ?

Mais qui, dès lors, soutient encore Hassan II ? Et qui, dans l'avenir, pourra lui apporter l'appui qui lui fait actuellement défaut ?

Le discours adressé au public marocain, dimanche, contenait peut-être un élément de réponse. « Ces deux incidents de parcours, a dit le roi, ont été rendus possibles par l'incapacité des formations politiques à surmonter leurs divergences et à s'unir pour la défense du royaume. »

En d'autres termes, le souverain chérifien a fait entendre, aux partis de l'opposition traditionnelle, l'Istiqlal et l'U.N.F.P., que s'ils avaient

accepté de participer à un gouvernement d'union nationale, tel qu'il leur avait proposé immédiatement après le sanglant attentat de Skhirat, ils auraient par là-même désarmé d'éventuels putschistes.

Les reproches au Front pourraient être aussi un appel à de nouvelles négociations. Mais celles-ci sont-elles possibles ? Les milieux d'opposition que nous avons pu interroger sont sceptiques à cet égard. « Lors des premières discussions, disent-ils, nous avons soumis au roi notre plate-forme politique et les réformes profondes que nous envisagions. Il a refusé de les envisager. Nos objectifs n'ont pas changé. Si le souverain ne les accepte pas, le dialogue est impossible. »

Les partis se contentent dans une position privilégiée. Ils savent qu'ils constituent le dernier recours d'Hassan II et qu'ils peuvent se montrer intransigeants, pour l'instant tout au moins. Mais c'est une dangereuse course de vitesse qui vient de s'engager au Maroc. D'autant qu'au sein de ces formations, des jeunes commencent à se poser certaines questions. « Qui nous dit que Oufkir, s'il avait réussi, aurait été plus conservateur que le roi ? »



LE ROI ET OUFKIR, AVANT LE DERNIER COMLOT.
Demain, qui ?

Kénitra: LE PROCES DU POUVOIR

PAR PIERRE-LUC SEGUILLON

La désignation du beau-frère du roi, M. Ahmed Osman, à la tête du nouveau gouvernement marocain indique que le souverain refuse de modifier sa conception du pouvoir. Et le procès de Kénitra dévoile la gravité de la crise qui continue de sévir dans le pays.

● Ils étaient 220, le 16 août, à la base de Kénitra. 220 qui auraient souhaité la mort de leur souverain. 220, volants et rampants, directement ou indirectement impliqués dans l'attaque du « Boeing » royal. 220, assis aujourd'hui sur les bancs de bois du tribunal militaire de Kénitra : crâne rasé, uniforme bleu, de toile fine pour les gradés, de drap grossier pour la piétaille.

Accusés de complot contre la sûreté de l'Etat, ils risquent leur tête ou, du moins, leur liberté. Tous plaident non coupables. Seuls, deux officiers reconnaissent avoir voulu faire un sort à Sa Majesté : le lieutenant-colonel Mohammed Amokrane, artisan du complot, et le commandant Ouafi Kouéra, son exécutant. Encore, l'initiative reviendrait-elle au défunt général Oufkir.

Le vrai coupable serait donc absent du banc des accusés. Déjà, il s'est fait justice, version officielle. Déjà, on lui a fait justice, le soir du 16 août, interprétation plausible. La défense est adroite : ignorant les véritables intentions d'Amokrane et Kouéra, la troupe a obéi aux ordres de ses chefs. Trompés par les discours du général Oufkir sur le palais, les deux officiers pensaient libérer le Maroc d'un tyran, en éliminant le roi. Ils déclarent aujourd'hui que l'ancien ministre de la Défense leur avait tracé une fausse image de Sa Majesté.

Habileté du lieutenant-colonel Amokrane et du commandant Kouéra. Au-delà de la tombe, ils ont su rendre le général Oufkir présent dans la salle d'audience étouffante du tribunal de Kénitra. Il semble qu'il soit là, au banc

des accusés, lunettes noires, rictus cruel, l'air maussade. Idée d'un complot : Oufkir. Préparation de l'attentat : Oufkir. Motivation des conjurés : Oufkir.

Lorsque Kouéra vient à la barre, raconter son aventure, il n'omet pas de souligner qu'il a été « subjugué » par l'ancien confident de Hassan II. De son côté, Amokrane construit son récit autour des entretiens qu'il eut avec le général Oufkir.

Oufkir en « sauveur »

« Pour moi, tout a commencé lorsque je fus convoqué, juste après les événements de Skhirat, par le général Oufkir, à la brigade blindée. » C'est la première rencontre. Juillet 1971. Amokrane a tôt fait de comprendre que ce petit « stage » à l'état-major de la brigade blindée est en réalité une garde à vue. Les origines rifaines qu'il partage avec le général Medbouh, chef de l'insurrection de Skhirat, le refus de participer à la répression du Rif, en 1959, comme le refus qu'il a opposé au général Hammou, qui lui ordonnait de bombarder Rabat, le rendent suspect. Oufkir apparaît ici en « sauveur ». Il sait écouter Amokrane, le conseille, le lave de tout soupçon et lui rend le commandement de la base de Kénitra. Entre le général Oufkir, devenu ministre de la Défense, et le lieutenant-colonel Amokrane, les liens iront en se resserrant.

Deuxième rencontre importante, le 15 novembre 1971. A l'issue d'un dîner offert à tous les officiers, le général retient le commandant de la base de Kénitra et, en tête à tête, critique « la corruption qui sévit dans tout le Maroc et à tous les échelons, y compris Sa Majesté le roi et le prince Moulay Abdallah ». Amokrane a l'impression qu'il vient de subir une sorte d'examen de passage de la part de son supérieur.

Un nouveau pas est franchi, quelques jours plus tard. Cette fois, le général Oufkir déclare que tous les généraux et commandants des grandes unités sont à ses côtés et qu'il faut penser à éliminer physiquement Sa Majesté. Amokrane se voit chargé d'élaborer l'opération qui permettrait d'atteindre cette fin.

Mais, le 25 décembre, le lieutenant-colonel Amokrane est hospitalisé. A deux reprises, il doit être transporté à Paris pour y subir un traitement. Il ne reprend son poste qu'en juillet 1972. Le 21 de ce même mois, il est nommé commandant adjoint des forces royales de l'air. Son ami, Ouafi Kouéra, le remplace à la tête de la base aérienne de Kénitra. Oufkir fait bien les choses.

Dernière entrevue avec le général, la veille de l'attentat. Cette fois, Kouéra est présent. L'entretien a lieu chez la très

blonde Mme Assia Lazrak, épouse de l'ancien ministre des Finances. Ensemble, les trois hommes mettent au point les derniers détails de l'attaque du « Boeing » royal. Le lendemain, en effet, le roi et sa suite doivent regagner Rabat, après un long séjour dans la capitale française.

Oufkir apporte les derniers arguments capables de convaincre les deux hommes. Il est assuré de l'appui de l'armée et des partis d'opposition. Voilà pour les arrières. Il brosse un tableau des plus sombres de la corruption au Palais et dans les milieux gouvernementaux, pleure la misère du petit peuple marocain et se dit prêt à distribuer ses terres aux *fellahin*. Voilà pour les motifs. Peut-être, ce soir-là, le général rappelle-t-il aux deux hommes les noms de quelques personnalités du régime qui auraient approuvé son projet : le colonel Dlimi, directeur des aides de camp du roi, aujourd'hui juge à Kénitra, et M. Driss Slaoui, homme de confiance de Sa Majesté. Voilà pour la garantie.

Le lendemain, 16 août, à 16 heures, six chasseurs « F 5 », partis de Kénitra, attaquent le « Boeing » royal. Le commandant Kouéra pilote l'un d'entre eux. Le lieutenant-colonel Amokrane dirige l'opération depuis la tour de contrôle de la base aérienne.

La narration est précise, le récit cohérent. Il semble que les deux officiers aient choisi de rapporter les faits dans leur exacte vérité. Tout aurait été dit. Pourtant, le ton des déclarations d'Amokrane et Kouéra évoque parfois davantage que leur récit. La personnalité des deux hommes dit plus que les discours qu'ils tiennent.

Deux officiers en colère

Mains derrière le dos, défiant le regard des juges, Amokrane parle avec calme et aisance. Le visage est rond, presque candide. Au gré d'une pointe d'humour lancée à l'endroit des juges, la bouche esquisse un sourire ironique qui s'estompe aussitôt.

Petit, mince, l'œil brûlant sous le sourcil noir, Kouéra ne paraît jamais dérouté par les questions qui peuvent lui être adressées. Le ton est décidé, à peine passionné parfois, jamais chagrin. L'expression est celle d'un homme qui sait ce qu'il doit rapporter pour sa défense mais se refuse à tout abaissement.

A les voir se présenter à la barre, il est difficile d'imaginer que les deux officiers aient été de simples instruments entre les mains du général Oufkir. Il est impossible de le croire lorsqu'on prend en considération leur histoire. Tous deux sont de très brillants officiers qui se sont distingués par leurs qualités humaines et leur valeur intellectuelle.

Amokrane est sorti major de sa promotion lors d'un stage aux Etats-Unis. Ils ont la réputation d'être proches de leurs hommes. L'ancien commandant de la base de Kénitra était considéré comme « l'ami » plus que comme le supérieur. Enfin, ils viennent, l'un et l'autre, d'un milieu rural pauvre et ont conscience de l'extrême dénuement du paysan marocain. Le commandant Kouéra l'a plusieurs fois souligné lors de sa déposition.

Un roi en colère

Le 16 août, à Kénitra, officiers et sous-officiers ont suivi. A moins d'être aveugles, ils ne pouvaient pas ne pas comprendre la véritable nature de l'opération dans laquelle Amokrane et Kouéra les « embarquaient ». Il est certain que l'autorité qu'exerçaient les deux hommes sur le personnel de la base aida à la détermination des plus timorés. Il est probable, aussi, que beaucoup applaudirent d'emblée, sitôt qu'ils l'eurent saisi, le projet d'Amokrane. Comment expliquer, sinon, que le lieutenant Ziad ou le lieutenant Boukhalef aient tiré sûr le « Boeing » royal avant même que le commandant Kouéra n'ait ouvert le feu ? Comment comprendre, autrement, l'exclamation du lieutenant Boukhalef quand il comprend le rôle de l'escorte volant à la rencontre du « Boeing » : « Vous auriez dû nous prévenir ! » ?

Amokrane et Kouéra ne sont donc pas des pantins. Ils ont tenu un premier rôle dans le drame du 16 août et ont le courage d'en assumer publiquement la responsabilité. Tout cela semble presque certain. Est-ce dire, du même coup, que le général Oufkir n'apparaît dans cette affaire que pour servir, *post mortem*, la défense des deux accusés ? Certes pas. L'ancien confident du roi a, lui aussi, joué une partie importante dans cette aventure.

Après Skhirat, le général Oufkir perd la confiance du roi mais il perd également confiance dans le roi. Il n'est plus l'intime, l'homme des secrets, des confidences. Il devient progressivement l'adversaire. Se consacrant totalement à l'armée, de par ses nouvelles fonctions de ministre de la Défense nationale, il a tôt fait de mesurer l'hostilité grandissante des officiers à l'encontre de leur souverain et, parfois même, du régime.

Il sait que la mère du roi s'inquiète beaucoup de voir son fils s'éloigner, chaque jour un peu plus, de la ligne tracée par Mohammed V. Il perçoit le mécontentement d'une grande bourgeoisie qui, tout en profitant du régime, considère le monarque comme une couverture par trop scandaleuse. Il n'ignore pas l'agacement des Américains à l'égard du Palais, depuis l'affaire de la Pan Ame-

rican. Il a compris que quelque chose s'est cassé à Skhirat : le petit peuple marocain perd le respect ancestral qu'il nourrissait envers le prince et supporte, de moins en moins, la misère dans laquelle le tient le monarque.

Le vent risque de tourner, brutalement, et par le fait d'officiers qui entendraient agir en « Justes ». Oufkir se tient prêt à changer de cap. En vieil intrigant, conscient de l'habileté de son maître, il s'emploie à ne le faire ni trop tôt, ni trop tard. Il vérifie la détermination d'Amokrane, chez lequel il a très vite discerné la révolte. Il promet l'appui de l'armée, mais en termes vagues, se gardant de toute démarche compromettante.

Plus isolé que jamais

Aucun ordre écrit, pouvant mettre en cause le général Oufkir, n'a été retrouvé après le 16 août. Il flatte les objectifs généreux des deux officiers. Il prononce les noms de quelques personnalités qui, en cas de « changement », pourraient le suivre, sans pour autant les avertir ; et cela, jusqu'au dernier moment, puisqu'il ne veut pas que celles-ci s'embarquent à bord du « Boeing » royal qu'il sait menacé. Le jour de l'attentat, il fait en sorte que la brigade légère de sécurité du colonel Oubejja, à Rabat, soit en mesure de réagir, aussi bien dans l'hypothèse d'un succès de l'opération que dans celle d'un échec : trois cent cinquante hommes rendront les honneurs au souverain si, d'aventure, celui-ci arrivait à bon port ; deux cents demeureront à la caserne et cinquante seront tenus en réserve à l'aéroport pour « être prêts à toute éventualité ».

Ainsi, le complot du 16 août apparaît-il comme la convergence de deux mouvements hostiles au roi : d'une part des militaires, décidés à faire un procès expéditif de leurs gouvernants ; d'autre part, un ministre de la Défense, intriguant avec, sans doute, quelques personnalités dont l'histoire, peut-être un jour, dira les noms.

A ne vouloir rien perdre, quelle que soit l'issue de l'opération, le général Oufkir fut peut-être la cause de l'échec de ce complot.

Le roi n'est pas mort, le 16 août dernier. Mais l'analyse des événements de l'été passé, à travers le déroulement du procès de Kénitra, montre que la situation du régime a atteint un rare degré de gravité. Le roi est plus isolé qu'il ne l'a jamais été. Il cherche, aujourd'hui, selon l'expression d'un membre de l'opposition, « à refaire surface politiquement ».

Sans doute Hassan II continue-t-il de régner et de gouverner. Il faut incontes-

tablement une certaine audace pour participer, en compagnie de militaires, à une partie de chasse, comme le faisait le souverain il y a quinze jours.

Bref, il n'y a pas de vacance du pouvoir au Maroc mais jamais le pouvoir n'a été aussi fragile.

Quelques signes. Ce procès de Rabat où sont jugés pour corruption et trafic d'influence plusieurs anciens ministres et hommes d'affaires. A première vue, il n'y a là rien qui puisse mettre en question l'autorité du roi. Bien au contraire. N'est-ce pas le signe d'une salutaire épuration ? Malheureusement, il est de notoriété publique, à Rabat, que le principal accusé de ce procès, M. Omar

Peut-être, demain, un autre procès dans la ville d'Oujda. Un ancien condamné du procès de Marrakech, un certain Ja'wani, a, en effet, après sa libération, constitué un groupe armé dans cette région. Il aurait fait disparaître plusieurs membres de la police parallèle marocaine. En tentant de réduire ce groupe, les forces militaires ont perdu six hommes. Au lendemain du 16 août et suivant sa politique de morcellement d'une armée dont il assume désormais la responsabilité directe, Hassan II envoie à Oujda des troupes venues de Tanger. Le résultat de l'opération est désastreux : plusieurs militaires rejoignent le groupe des rebelles et se soli-



LES ACCUSÉS DE KÉNITRA.
Des officiers, des sous-officiers. Tout un peuple ?

Benmessaoud, est manié par la police et, indirectement, par le Palais. Il est entendu qu'il ne doit dévoiler, parmi les vingt-quatre affaires dans lesquelles il est impliqué, que ce qui ne saurait compromettre l'entourage royal.

Le bruit court, cependant, que deux affaires, au moins, toucheraient à la réputation du Palais : celle, déjà ancienne, de la Pan American : en 1971, M. Benmessaoud aurait averti le directeur de cette société que, pour installer le complexe touristique qu'elle projetait d'établir au Maroc, la Pan American devait remettre une commission exorbitante au Palais. En second lieu, l'affaire des pneumatiques General Tire et Good Year ; les intérêts de cette dernière société sont défendus par les frères Benjelloun, hommes d'affaires du roi.

Bientôt s'ouvrira devant la cour criminelle de Rabat le procès de 48 jeunes gens, universitaires, étudiants, ingénieurs. Parmi eux, le directeur de la revue « Souffles », M. Laabi, et le fils d'un ancien ministre, M. Balafrej. Il leur est reproché diverses activités « gauchistes ».

darisent avec leur révolte. La situation en est là à l'heure présente. Et, comme tout se sait au Maroc, dans les prisons de Rabat ou de Casablanca, des prisonniers, souvent de jeunes étudiants ou ouvriers victimes des tracasseries policières, font courir un bruit : une nouvelle résistance nationale armée serait née pour libérer le pays du sultan despotique.

Quelque chose a changé au Maroc. L'attentat du 16 août a crevé l'indifférence populaire comme n'avait pu le faire la « tuerie de Skhirat ». Du dernier complot, les Marocains ont retenu le côté spectaculaire. Ils ont oublié la chance dont a bénéficié le souverain : « Incroyable, des officiers ont pu lancer des avions contre le roi ! »

Sur quelles forces, le souverain pourrait-il compter aujourd'hui ? Il ne peut plus s'appuyer sur une armée qu'il s'est employé à affaiblir. Il ne souhaite pas une consultation populaire. D'ailleurs, s'il procédait à des élections afin de constituer la Chambre prévue par la Constitution de 1972, où irait-il, cette fois, chercher des candidats ? La grande

bourgeoisie, de son côté, est tentée d'abandonner ce prince qui ne garantit plus la stabilité du pays. Reste les partis politiques.

C'est vers eux que s'est, une nouvelle fois, tourné le roi, à la fin du mois de septembre. Dans une lettre adressée personnellement à chacun des leaders de l'opposition, Hassan II demandait « l'avis » des partis concernés « sur la situation actuelle au Maroc et sur les moyens nécessaires pour y remédier ». Il les consultait également sur leur éventuelle participation à un gouvernement d'union nationale.

Bien qu'ils n'aient cessé de se consulter réciproquement, l'Istiqlal d'Allal el-Fassi et l'U.N.F.P. de M^e Abderrahim Bouabid ont apporté des réponses différentes.

L'élaboration de cette réponse a suscité quelques tiraillements à l'intérieur du parti de M. Allal el-Fassi. Certains membres de la direction de l'Istiqlal n'avaient pas manqué de reprocher au vieux leader marocain la visite qu'il avait rendue au roi pour le remercier ; Hassan II avait, en effet, accordé à M. Allal el-Fassi « les plus grandes facilités » pour le traitement que le chef de l'Istiqlal avait subi en Suisse, le mois précédent.

La position des partis

Bien que de caractère privé, cette visite eut une importance considérable dans la réponse apportée par l'Istiqlal à la lettre du roi. Au cours de l'entretien qu'il eut avec M. Allal el-Fassi, le roi aurait convaincu son interlocuteur de l'extrême danger que représentaient, aujourd'hui, les militaires. Il se serait plu à décrire le dernier coup d'Etat comme une tentative des Rifains contre les Fassi. Agitant le spectre de la lutte fratricide entre les arabophones et les berbérophones, le roi aurait affirmé que les hommes du 16 août, s'ils étaient parvenus à leurs fins, auraient instauré une sorte de fédéralisme dans un Maroc découpé en provinces.

Très impressionné, M. Allal el-Fassi, quelques jours plus tard, se montrait prêt à répondre à la lettre du roi en des termes très favorables, à la condition, toutefois, que le roi se déclare prêt à modifier sa conception du pouvoir et que soient rétablies les libertés démocratiques dans le pays.

Les éléments plus jeunes du parti, notamment M. Douiri, souhaitaient, en revanche, que l'on exigeât du roi des engagements officiels et précis sur diverses questions, avant d'envisager la moindre collaboration à un gouvernement. Les discussions furent chaudes à l'intérieur du parti. C'est, finalement,

sent-ils, reléguant le manque de formation politique du peuple marocain, ne ferait que prolonger le système présent en le corrigeant très faiblement : celui d'une démocratie bourgeoise. L'important est de constituer un gouvernement fort répondant aux aspirations du peuple marocain.

Seule, l'U.N.F.P. demeure intransigeante. Il est vrai que les membres de ce parti, avant même d'envisager la réponse à donner à la missive du roi, ont voulu définir très fermement la ligne politique de leur formation. C'est seulement à partir du manifeste ratifié par l'ensemble des militants que M^e Abderrahim Bouabid a rédigé la lettre qu'il fit parvenir au roi.

Pour l'U.N.F.P., il est clair, lorsqu'on examine objectivement les graves problèmes économiques et sociaux du Maroc, que « nul gouvernement, quelles que soient les qualités des hommes qui le composeraient, ne peut, de lui-même, accomplir de miracle à moyen terme. Sans réformes des structures, il est vain d'espérer un redressement de la situation ».

Ces changements de structures ne peuvent être proclamés « d'en haut » mais doivent être réalisés avec la participation consciente du peuple marocain. Avant toute autre mesure, le roi doit donc accomplir un acte politique capable de restaurer la confiance. Il doit, réclame M^e Bouabid, proclamer solennellement « que le peuple marocain serait appelé, à une date déterminée, à élire une assemblée nationale constituante et législative, sur la base du suffrage universel direct ».

Dès lors que le roi aura pris cet en-

noms étaient prononcés : ceux de M. Ahardane, du Dr Khatib ou de M. Ali Yata, secrétaire général du P.L.C. (ancien parti communiste), qui rêve, depuis longtemps déjà, de donner à sa personne et à son parti droit de cité dans la vie politique marocaine.

L'hypothèse d'une participation de l'Istiqlal à un gouvernement d'union nationale était également très sérieusement avancée. Mais la réponse de M. Allal el-Fassi au nouveau Premier ministre Ahmed Osman indique clairement que les conditions minimales posées par la lettre de l'Istiqlal au roi n'avaient pas été acceptées et que le vieux leader istiqalien semble convaincu que la nomination du beau-frère du roi à la tête du gouvernement signifie que le souverain refuse de changer l'orientation du pouvoir.

Si M. Ahmed Osman formait un cabinet avec MM. Ahardane et le Dr Khatib, l'U.N.F.P. et l'Istiqlal se retrouveront dans l'opposition. « Nous observerons, nous attendrons sans nous faire trop d'illusions sur les possibilités de réussite d'un tel gouvernement », déclare M^e Bouabid.

Mais il y a plus grave. Que pensera l'armée de ceux qui seront venus au pouvoir pour sauver politiquement le roi que les 220 militaires de Kénitra avaient songé à éliminer physiquement ? N'y aura-t-il pas là les raisons d'une nouvelle aventure militaire ?

Plus dangereuse que la précédente ? Non, répondent les Marocains, parce que Oufkir ne sera plus là pour la faire échouer ou pour l'utiliser !

Quelle signification réelle peut-on, doit-on donner au procès militaire de Kénitra ?

Nous publions ici l'opinion de notre confrère marocain « Al Moharrer », organe de l'U.N.F.P., dont nous reproduisons l'éditorial, qui a provoqué la saisie de son numéro du 25 octobre dernier.

● Contrairement à ce qui s'était passé lors du procès des officiers et élèves de l'école d'Ahermoumou en 1971, le peuple marocain suit avec un grand intérêt le grand procès militaire en cours à Kénitra, particulièrement après la prise de position et les déclarations du lieutenant-colonel Amokrane.

Se déroulant dans des conditions bien particulières, ce procès a revêtu d'emblée un caractère profondément politique. Simultanément, un autre procès se tient : celui de certains ministres et hauts fonctionnaires accusés de corruption. Ce fait est d'autant plus important à souligner que la corruption a été l'un des facteurs déterminants qui ont provoqué une série de réactions, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée, avant et après les événements de Skhirat.

Le procès des officiers et des élèves d'Ahermoumou n'a pas eu un grand impact sur l'opinion publique, et pour les raisons suivantes :

- Le procès a eu lieu après l'exécution sommaire des onze officiers supérieurs s'ajoutant à plusieurs autres tués au cours des événements. Les uns et les autres constituaient la classe dirigeante de l'armée depuis sa création.

- Tout au long de ce procès, on avait l'impression que les élèves et les officiers, à l'exception du colonel Mohamed Ababou, frère du lieutenant-colonel Ahmed Ababou, l'instigateur de l'affaire, n'étaient que de simples instruments d'exécution.

- L'existence d'un certain doute, qui faisait croire que l'affaire de Skhirat n'était après tout qu'un « accident de parcours », limité à un groupe d'officiers nantis dont les motivations et les orientations étaient divergentes. D'ailleurs, à aucun moment les accusés ne soulevèrent, dans leurs déclarations, de problème d'ordre national ou intéressant l'armée en tant qu'institution.

Pourquoi, dans ces conditions, retenir des peines sévères contre des « baïonnettes aveugles » ? Les jugements rendus... la grâce accordée depuis à l'adjudant Raïs, le seul condamné à mort, soulignèrent fortement l'impression que Skhirat n'était qu'un « accident de parcours ».

En ce qui concerne les événements du

Bernadette Poulain

LE LIEUTENANT-COLONEL AMOKRANE.
Des raisons lointaines et profondes.

Maroc: SEUL UN CHANGEMENT RADICAL...

M^e BOUABID.

Le refus de l'U.N.F.P. s'inscrit dans les faits.

ALLAL EL-FASSI.

Que va faire l'Istiqlal ?



A.P.



A.F.P.

16 août dernier, deux choses essentielles doivent être retenues, en dehors de la perte de plusieurs cadres militaires supérieurs :

— l'artisan de l'opération est un jeune, parmi les plus brillants officiers que l'armée royale a pu connaître jusqu'ici ;
— les accusés (plus de 1 000 élèves, sous-officiers et officiers) reflètent, par leur origine, la composition de classe de la base sociale de l'armée, de ses liens avec le peuple marocain.

Le deuxième procès de Kénitra n'est nullement basé sur le principe de la « baïonnette aveugle », lorsque le soldat exécute les ordres sans se poser des questions quant à leur légitimité et leurs objectifs. Et c'est précisément en raison des positions du principal accusé Amokrane que ce procès a pris immédiatement une tout autre orientation.

Les deux procès de Kénitra présentent, cependant, un même dénominateur commun à deux volets : d'une part, l'un des plus jeunes et plus brillants officiers a pu être convaincu par Oufkir, et ce malgré son opposition à tout ce que ce dernier a représenté pendant quinze ans ; d'autre part, les accusés constituent une élite originaire des couches populaires et dont le niveau technologique et culturel dépasse la moyenne à l'intérieur comme en dehors de l'armée.

Le procès des corrompus

En même temps, un autre procès se tient : celui des corrompus. Dans ce cadre, il faut rappeler certaines vérités que les milieux officiels ont dû reconnaître par la suite :

— le général Medbouh avait posé l'affaire des corrompus ainsi que leur jugement en mars 1971 et ce après leur éviction à la suite du scandale de la Pan American et la première arrestation de Ben Messaoud ;

— des centaines de dossiers sur les scandales de la corruption ne furent introduits qu'après les événements de Skhirat ; les poursuites effectives ne touchant que quelques ministres et hauts fonctionnaires qui sont actuellement jugés ;

— Oufkir lui-même a dû insister sur la nécessité de prendre des mesures énergiques contre la corruption.

D'ailleurs, à travers les déclarations d'Amokrane, il est apparu que la dénonciation de la corruption a été l'argument principal auquel Oufkir a eu recours pour le convaincre. Mais également la nécessité de prendre de nouvelles dispositions pour résoudre avec célérité les problèmes des soldats et des officiers.

Le soldat et l'officier, bien que se tenant à l'écart des activités des partis politiques et suivant de loin l'évolution de la situation générale, ne peuvent que se préoccuper de l'aspect le plus marquant des activités de l'Etat et de ses

appareils : la corruption dont souffrent quotidiennement les masses populaires auxquelles le soldat et l'officier appartiennent. Or, la manière dont l'instruction a été menée et les poursuites engagées ont laissé dans l'ombre l'essentiel.

Dans sa déposition, Amokrane ne s'est pas limité à légitimer son action par des motivations strictement morales. Situant son entreprise dans son véritable cadre politique, il a essayé d'en expliquer les raisons lointaines et profondes. Le président du tribunal dut l'interrompre sous prétexte qu'il sortait du sujet et que le procès n'était pas une tribune politique. Mais, en dépit de toutes ces restrictions, le procès a revêtu, dès le premier coup d'envoi, son véritable caractère politique.

Amokrane n'a pas manqué de rappeler que, parmi les raisons invoquées pour le convaincre, Oufkir lui a déclaré qu'il était en contact avec des personnalités militaires et politiques, dont certains dirigeants de l'opposition progressiste. Mais a-t-il si vite oublié qu'il existe entre lui et nous le cadavre de notre camarade Mehdi Ben Barka ? Oufkir s'est d'ailleurs empressé de dire qu'il fallait être vigilant à l'égard des partis politiques et leur barrer la route.

Oufkir a utilisé tous les procédés, inconséquents et contradictoires fussent-ils, pour convaincre un jeune officier, et cela pour deux raisons :

1. Il connaissait bien l'idée que se faisait de lui le lieutenant-colonel Amokrane.

2. Les exigences intellectuelles et politiques d'Amokrane pouvaient être satisfaites par des raisons morales.

Amokrane a plaidé coupable. En exposant clairement pourquoi. Il se considère et il considère l'armée comme un instrument au service de la patrie. Pour lui, c'est la véritable base et le seul critère pour expliquer et appliquer la devise : « Dieu, la Patrie, le Roi ».

Ainsi, de ce deuxième procès de Kénitra, un fait capital est à retenir : l'isolement imposé à l'armée et le rôle qu'on lui a fait jouer en tant qu'instrument de protection du pouvoir : tout cela ne l'a pas tant soit peu apolitisée. Le lieutenant-colonel Amokrane, après Ahmed Ababou, illustre de manière significative la situation à laquelle sont arrivés deux officiers ayant exercé de hautes responsabilités après l'indépendance : une condamnation sans appel de la situation du pays.

A son tour, le commandant Kouéra souleva le problème de l'enseignement, des terres des colons — certains des mobiles qui l'avaient poussé à participer à une opération dangereuse. Il reconnut avoir tenté de renverser le régime, attenté à la vie du roi, des membres de la famille royale et attaqué un avion civil.

Et que dire des autres inculpés qui ont exécuté les ordres reçus à la base de Kénitra, à l'instar des cadres de l'école d'Ahermoumou il y a un an ? Sont-ils des « baïonnettes aveugles » ?

Leur niveau technique et les circonstances de l'opération du 16 août impliquent-ils une responsabilité ou une mise en cause hypothétiques ?

De telles questions doivent être posées, vu la composition du tribunal, qui est une juridiction d'exception. Son statut lui permet de rendre des jugements non motivés. Et, à la suite du statut adopté après les événements du 10 juillet 1971, le tribunal peut aussi se passer d'instruire l'affaire sur le plan judiciaire pour se baser exclusivement sur le procès-verbal d'interrogatoire de la police.

Mais cette affaire dépasse de très loin le cadre du tribunal et les questions d'ordre judiciaire et de procédure.

La seule voie juste

Le problème fondamental réside dans le rôle et la place de l'armée au sein des institutions de la nation et dans les moyens dont dispose la patrie.

C'est seulement dans cette optique qu'il faut situer le procès des militaires et des civils : autant d'événements qui témoignent à chaque fois de l'ampleur de la crise.

Les mesures prises depuis le 16 août pour réorganiser l'armée, les procès en cours ne sont que des expédients illusoires. Dans ce domaine comme dans les autres domaines vitaux, un changement radical dans la conduite des affaires et dans les conceptions s'impose.

Les procès d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, mettant en cause civils et militaires, ne peuvent être isolés de leur véritable contexte. Ils sont le résultat d'une situation et d'une politique déterminées.

Le changement radical constitue la voie juste, la voie de l'avenir et de la stabilité. Il réside dans la voie de la libération avec la participation de toutes les forces vives, dont toutes les potentialités ont été épuisées jusqu'ici dans les poursuites et la fabrication des procès.

Les derniers événements n'ont fait que confirmer les changements intervenus au sein de l'armée, particulièrement en ce qui concerne la composition de classe des cadres qui aspirent à participer efficacement à la tâche d'édification nationale.

Ainsi, parmi les mesures indispensables que nous réclamons et qui constituent un premier pas vers la restauration d'un climat de confiance, nous suggérons la cessation de toute poursuite et la suppression de tous les jugements politiques rendus sans exclusive car les deux procès militaires sont avant tout des procès politiques. □

Deux jours avant l'attentat de Rabat, Oufkir avait ouvertement critiqué le roi

RABAT, mardi.

« **L** général Oufkir n'est pas mort sur le coup. J'ai été chercher le médecin du roi. Il n'y avait plus rien à faire. Il n'a pu prononcer une seule parole pendant son agonie. »

C'est le colonel Dlimi, directeur du service de protection du roi Hassan II, l'homme qui a vu le dernier Oufkir vivant et qui affirme n'avoir pu l'empêcher de se tuer, qui me parle, au cours de la somptueuse réception offerte au Palais des Hôtes, à Rabat, à l'issue de la conférence de presse donnée hier soir par le souverain du Maroc.

« Non, je n'ai pas eu peur. Je n'ai pas cru qu'Oufkir allait tirer sur moi, car il était complètement effondré, trop abattu pour penser à le faire. La lutte qui m'a opposé à lui a été courte. Il était beaucoup trop troublé pour viser juste; moi trop énervé, perturbé pour agir avec efficacité. »

Le colonel Dlimi, ancien bras

De notre envoyé spécial

Maurice
JOSCO

droit d'Oufkir, impliqué, avec lui, dans l'affaire Ben Barka (il s'est rendu à la Justice française à sa place, lors du procès concernant la disparition du leader de l'opposition de la gauche marocaine) vêtu de son uniforme d'apparat, est radieux. Mais il refuse de s'enfoncer davantage dans les détails :

« C'est un interrogatoire ? Je vous signale que la conférence de presse est terminée ! »

Les révélations du roi du Maroc n'ont pas permis d'éclaircir les nombreux points obscurs qui entourent encore les circonstances exactes du double attentat de Tétouan et de l'aéroport de Rabat et de la fin

tragique de celui qui fut considéré comme le bouclier sans faille du régime alaouite.

« Moi aussi je cherche la vérité, a-t-il dit, pour le bien de mon armée, de mon peuple et pour ma sérénité personnelle. »

Mais le souverain n'attend pas de la connaître, cette vérité, pour durcir sa position vis-à-vis des partis politiques, vis-à-vis de son armée, vis-à-vis de ceux qui l'accusent de faire preuve d'une indulgence coupable pour les adversaires de son régime.

Le monarque a retiré son gant de velours.

Aux partis politiques, il a lancé, sans ambages :

« Si les partis apportent une modification quelconque à leurs exigences irrecevables, qui ont conduit à la rupture des négociations au mois de mars dernier, je leur tendrai la main, sinon, le suffrage universel engendrera mon action. Je m'en remettrai aux élections qui se dérouleront au début de l'année prochaine. J'agirai dans la légalité. J'appliquerai ce qu'on appelle l'« open » (l'ouverture). Je m'appuierai sur ceux qui sont sérieux qui s'engageront dans la bataille des élections avec la

« Avant l'heure, c'est pas l'heure »

RABAT, mardi (A.F.P.).

UN homme calme, décontracté, sûr de lui, dont la maîtrise, semble-t-il, n'a pas été entamée par les heures dramatiques que vient de vivre le Maroc... Ainsi est apparu Hassan II au cours du face à face qui l'a opposé lundi soir à la presse internationale.

En complet bleu, chemise bleue et cravate bleue, le roi, tout en parlant, tapote sans cesse un sous-main de la pointe d'un coupe-papier. Il s'exprime dans la langue de Molière, avec une aisance élégante, à la limite de la désinvolture parfois, mais toujours avec précision, le verbe riche, coloré, en relief.

Sarcastique, il se moque d'abord des journalistes « qui possèdent la science infuse, et qui savent... Les journalistes de l'époque du maréchal Juin, lance-t-il avec un rien de mépris dans le ton... Qu'ils ne m'embêtent pas avec leurs questions. »

Fataliste, il s'exclame, évo-

quant « le miracle » qui lui a permis d'échapper à la mort :

« Qu'on soit pour les mosquées, les églises ou les synagogues, ou qu'on soit pour les ordinateurs, au-dessus de tout cela, il y a une main protectrice, et il y a cette fameuse chanson : « Avant l'heure c'est pas l'heure, après l'heure c'est plus l'heure »... Alors disons que ce n'était pas encore l'heure. »

Hassan II ne craint pas d'user d'expressions triviales. Notamment lorsqu'il raconte qu'au moment le plus dramatique, alors que le Boeing risquait d'exploser en vol et tandis que le mécanicien hurlait dans le micro : « Le pilote est mort. Le copilote est blessé. Le roi est grièvement blessé. J'essaie de tenir l'avion. Pensez à ma famille et à mes enfants... », le commandant de bord a lancé : « Espèce de... tu la ramènes trop. Tais-toi. »

Le roi ne se laisse décontenancer par aucune question. Il trouve réponse à tout. Ou bien

il esquive par une pirouette. Lorsqu'on lui demande si un médecin a pratiqué l'autopsie du corps d'Oufkir, il répond sur un ton agacé : « C'est un détail dont je ne me suis pas soulé. »

Et comme est surprenant le dialogue qu'il a eu avec le lieutenant Amoukrane, l'un des principaux exécutants du complot, dialogue qu'il se remémore avec une sorte de jubilation en homme qui se complait dans le drame :

« Mon vieux, lui ai-je dit, même si tu ne meurs pas devant le peloton d'exécution, est-ce que tu sais que tu es condamné ? (il souffre d'une maladie incurable des reins) et qu'en principe tu devrais mourir d'ici un an, un an et demi... Ce sera peut-être pour toi un moindre regret. »

Le roi a parlé pendant une heure. Lorsqu'il prend congé, l'auditoire se lève comme à regret, avec le sentiment du spectateur qui voit tomber le rideau trop tôt à son goût.

volonté d'œuvrer pour le bien de la population marocaine. Ceux-là, je les accueillerai à bras ouverts. Il n'est pas question, pour moi, de gouverner à contre-courant. »

A l'armée, le roi a réitéré sa ferme décision de la prendre directement en main et de l'épurer de façon complète, définitive.

« Je n'ai pas encore pu faire le « check up » (examen) complet des forces armées royales. En vérité, je viens à peine de le commencer. Mais je remettrai l'armée sur la bonne voie. Celle qui est conforme à sa tradition. Ceux qui ont trempé dans l'attentat du 16 août seront tous punis et je veillerai à ce qu'ils le soient avec la plus grande sévérité, jusqu'aux simples mécanos qui ont chargé les munitions dans les avions. Il y a, en effet, un moment où il faut savoir désobéir à ses supérieurs, dans l'intérêt de l'Etat. »

Et le roi d'évoquer les « faiblesses » dont certains se sont rendus coupables, à ses yeux, en passant outre à ses propres recommandations. Il veut parler des juges du tribunal militaire de Kénitra qui ont rendu, en février dernier, un verdict d'une grande clémence dans l'affaire de Skhirat, ne prononçant qu'une seule condamnation à mort pour 160 inculpés, dont la plupart ont été acquittés ou frappés d'une peine de principe.

Le frère du colonel Mebdouh lui-même, l'organisateur du massacre de Skhirat, ne s'est vu infliger que vingt ans de prison.

« J'affirme que le verdict de Skhirat a été un encouragement pour que cela recommence, soutient le monarque. C'est Oufkir qui est intervenu pour recommander la clémence, allant ainsi à l'encontre des consignes que je lui avais données. A partir de cette époque, je me suis posé des questions sur sa sincérité, sa loyauté à mon égard. Je voulais que l'on prononce des condamnations maximums, quitte à user ensuite de mon droit de grâce.

» J'ai pris, hier, la décision de demander à tous les magistrats qui ont officié au procès de Kénitra de faire valoir immédiatement leur droit à la retraite. »

« Si on descendait Khadafi ? »

Si le verdict de Kénitra a été rendu cinq mois avant l'attentat contre l'avion royal, Hassan II croit pouvoir affirmer que c'est deux mois avant son exécution que le complot a germé dans l'esprit d'Oufkir, comme la façon de le réaliser. Le souverain se trouvait alors en visite à Agadir, en compagnie de son ministre de la Défense, quand celui-ci lui dit :

« Le président Khadafi quitte bientôt Tripoli par la voie des airs pour la Mauritanie. Je peux me débrouiller pour avoir son plan de vol. Si on envoyait un F5 pour le descendre ? »

« Tu es fou ! » lui répond le roi.

« Mais non, mais non, laisse-moi faire : c'est facile ! »

« Réfléchis donc : le Maroc est le seul pays arabe qui possède des F5. Ce serait un scandale international. La guerre, sans doute. Et puis de tels procédés ne sont pas dans nos mœurs. C'est absolument contraire à la tradition marocaine ! »

Dans le Boeing qui le ramenait au Maroc, le roi Hassan II a eu, soudain, une sorte de prémonition : « L'histoire d'Agadir m'est, tout à coup, revenue à l'esprit, a-t-il révélé, hier soir. La boîte noire enregistreuse du Boeing pourra en faire foi. Lorsque j'ai vu pointer les F-5, j'ai demandé à entrer en contact par radio avec l'état-major des forces aériennes pour commander de rappeler l'escorte d'urgence, car je n'en voulais pas. »

Aucun plan prévu

Il se confirme pourtant qu'Oufkir n'avait préparé aucun plan d'action précis pour le mettre à exécution après la disparition du souverain. Cependant, le 14 août, deux jours avant l'attentat, il s'était livré à une critique publique, à peine voilée, de l'action de celui dont il était considéré comme le plus fidèle serviteur.

Cela se passait dans une réunion d'officiers supérieurs. Prenant la parole, le ministre de la Défense a longuement parlé des élections qui devraient permettre de doter le pays de nouveaux dirigeants, susceptibles de promouvoir une meilleure politique ; que cette politique devrait faire une place de choix à la jeunesse. Et Oufkir ne s'est pas gêné pour vanter les bienfaits du progressisme, affirmant la nécessité de ne plus gouverner comme cela était le cas jusqu'ici au Maroc.

Oufkir sentait-il « venir le vent » ?

Chef d'état-major de l'armée, depuis le massacre de Skhirat, avait-il acquis la conviction que les militaires se préparaient à une nouvelle rébellion ?

Des confidences faites au roi par le colonel Amekrane, rendu par les autorités britanniques après son escapade à Gibraltar, sembleraient accréditer cette thèse.

« Quand avez-vous commencé à penser entreprendre une nouvelle action contre ma personne ? », lui a demandé le monarque, qui a tenu à le rencontrer personnellement.

« Cela a commencé le 14 juillet 1971 », a répondu sans hésiter l'aviateur félon.

Le 14 juillet 1971, c'était le lendemain de l'exécution des généraux et officiers supérieurs de l'armée marocaine, accusés d'avoir trempé dans le sanglant complot avorté.

Certains observateurs neutres en viennent, dès lors, à imaginer qu'Oufkir, très au fait de la situation, ait pu vouloir canaliser le mouvement insurrectionnel pour sauver ce qui pouvait être sauvé. Voulant empêcher l'accession au pouvoir d'une armée révolutionnaire de style libyen, il aurait pris la tête du complot, décidé à sacrifier Hassan II pour sauver la monarchie.

Une chance sur un milliard

La disparition d'Oufkir ne permettra sans doute jamais d'accréditer cette hypothèse, comme ne seront peut-être jamais éclaircies les circonstances de la mort de l'ancien ministre de la Défense. Les explications du roi, à ce sujet, paraissent encore plus obscures que celles données, jusqu'ici, de source tout aussi officielle.

Le souverain, pressé de questions, n'a fait que tourner autour de la vérité.

— Oufkir croyait accomplir le crime parfait, a-t-il dit. Il avait raison, car l'état des dégâts de l'avion a été traité par ordinateur, et l'appareil a déterminé que nous avions une chance sur un milliard de nous en sortir. A partir de là, le traître a commencé à commettre des erreurs.

» C'est ainsi qu'au commandant de l'aéroport de Salé, et au chef de l'armée aérienne, venus lui annoncer, alors qu'il se trouvait à la tour de contrôle, que l'avion royal venait de se poser en bout de piste, il a répondu :

— Ce n'est pas possible, c'est un autre avion.

— Nous n'attendons aucun autre appareil. Venez avec nous accueillir le roi.

— Allez-y si vous voulez, moi je file à l'état-major...

» Un Oufkir normal serait accouru à l'avion. De plus, il y a eu les déclarations d'Amekrane, qu'on pouvait pourtant encore mettre en doute.

» J'avais des présomptions, mais aucune certitude, car je n'ai vu Kouira le pilote, qui s'était éjecté de son « F-5 » qu'à 2 h du matin.

» Si j'avais été certain de la culpabilité d'Oufkir, je l'aurais immédiatement fait mettre aux fers.

» Tout était rentré dans l'ordre depuis longtemps, le calme régnait partout, on n'avait noté aucune tension dans le pays, et Oufkir ne quittait toujours pas l'état-major. J'ai dû lui demander de venir à 23 heures à Skhirat. A minuit moins le quart, il ne s'était toujours pas présenté au palais. Je me suis alors retiré dans mes appartements. Lorsqu'il est enfin arrivé, je l'ai envoyé m'attendre dans l'appartement de mes enfants. Oufkir a parlé avec mon frère Moulay Abdallah, avec le général Moulay Hafid et le colonel Dlimi. Il fumait cigarette sur cigarette, ne parvenait pas à maîtriser son émotion.

» Voyant que je tardais à le convoquer, n'y tenant plus, il a commencé à poser des questions qui ont fini par le confondre. Il a sorti son arme et s'est mis à tirer à tort et à travers. On a relevé des traces de balle jusque dans le plafond de la pièce. Cela montre bien qu'il avait la main pour le moins incertaine. Il a d'ailleurs failli blesser une des personnes qui tentaient de le désarmer.

» Mais, suicidé ou vivant, peu importait pour lui. Il savait que, de toute façon, il était mort.

C'est à peu près à cette même conclusion qu'arrive le colonel Dlimi qui, tout en congratulant, verre en main, le commandant du Boeing miraculé, à qui le roi a aussitôt offert les galons de colonel pour le nommer nouveau chef d'état-major de l'armée aérienne marocaine, a avoué :

— Oufkir s'est suicidé d'une façon lamentable. Mais c'est encore la meilleure mort qui pouvait lui arriver...

Le général Oufkir s'est suicidé quelques heures après le spectaculaire attentat contre Hassan II

Le général Oufkir, ministre de la Défense nationale, major général des armées royales marocaines s'est suicidé hier matin à 0 h. 30, c'est-à-dire quelques heures après le spectaculaire attentat contre Hassan II. L'agence Maghreb-Arabe-press annonce qu'il s'est tiré une balle dans la tête le général Driss ben Aomar, jusqu'alors ministre des PTT, qui a été tué aux postes qu'occupait le général Mohamed Oufkir. A 55 ans, Ben Aomar est considéré comme un « dur », très à cheval sur la discipline. Il est une autorité incontestée sur l'armée. C'est lui qui avait personnellement dirigé les forces marocaines envoyées en 1960 au Congo ex-belge sous la bannière des Nations Unies. Il avait réussi à mater sans effusion de sang la révolte de la garnison congolaise de Matadi.

L'attentat contre Hassan II a été dirigé par le commandant Kouera, commandant de la base d'interception de Kenitra. Il aurait sauté en parachute au-dessus de Rabat et aurait été appréhendé par une vedette des garde-côtes. Certains pilotes ayant participé à l'attentat ont été appréhendés après leur atterrissage à Kenitra. Cinq d'entre eux ont atterri mercredi soir à Gibraltar ; trois ont demandé et obtenu l'autorisation de retourner au Maroc.

Ils ont déclaré qu'ils n'étaient pas impliqués dans la tentative d'assassinat du roi. Les deux autres aviateurs ont demandé le droit d'asile à Londres. Une demande d'extradition a été adressée par le roi Hassan au Foreign Office qui l'étudie.

On sait maintenant que c'est grâce à son sang-froid que le roi a échappé à la mort mercredi soir. Alors qu'une première rafale de mitrailleuse touchait son avion, le souverain se mettait immédiatement en contact avec la tour de contrôle de Rabat et, se faisant passer pour un des radios, lui annonçait que le roi venait d'être tué. Le message a aussi été capté par les pilotes des avions mitrailleurs qui arrêterent leur tir, croyant leur mission accomplie. Cela permit à l'appareil royal de se poser sur l'aéroport où le roi passa en revue un détachement comme si rien ne s'était passé. Les avions mitrailleurs, des F-5, revenant à la charge — leurs pilotes s'étant probablement rendus compte qu'ils n'avaient pas tué le roi, Hassan II se dirigea vers une pinède pour s'y mettre à l'abri. Le mitraillage dura 45 minutes et fit 3 morts et quelques blessés légers parmi lesquels des ministres marocains.

« L'homme fort » du Maroc était avant tout un soldat

Le général Mohamed Oufkir — l'homme fort du Maroc — qui vient de se suicider, était né en 1920, à Kenitra, dans l'anti-Atlas. Il était le fils d'un notable de Boudenib, qui combattit l'occupation française. Après des études secondaires au collège d'Azrou, Mohamed Oufkir entre dans la plus jeune de sa promotion à l'école militaire de Dar Beida, près de Meknès, dont il sort major. En 1941, il sert dans l'armée française avec la 2e division marocaine. Il participe à la campagne d'Italie, puis au débarquement sur les côtes de Provence en août 1944. Sa conduite au combat lui vaut d'obtenir la Croix de Guerre et la Légion d'honneur. Nommé capitaine, il participe à la guerre d'Indochine où il est blessé par deux fois. Il y fait la connaissance du général Boyer de Latour, qui, nommé en 1953 résident général de France au Maroc, le prend à son cabinet militaire. Oufkir a, en septembre 1955, des contacts avec le sultan Ben



Arafa pour préparer son abdication et le retour d'exil de Mohammed V.

On le retrouve en tenue d'apparat de la garde royale avec des galons

de commandant le jour même du retour d'exil de Mohammed V dont il devient aussitôt l'aide de camp. Il joue un rôle actif dans le Rif à la tête d'un bataillon des forces armées royales pour réduire l'effervescence qui s'y est manifestée en 1958. La campagne terminée, il est lieutenant-colonel. En juillet 1960, il est chef de la Sûreté et met sur pied les brigades spéciales. Avec le grade de colonel, il prend en main la répression du complot de 1963 contre Hassan II. Il participe lui-même aux interrogatoires, dont la violence sera révélée lors des procès publics.

Oufkir est promu général en octobre 1963, lors du conflit frontalier algéro-marocain. Au mois d'août 1964, il devient ministre de l'Intérieur et réprime durement les manifestations de lycéens à Casablanca en mars 1965. Il devient le bras droit du roi lorsque Hassan II dissout le Parlement. Impliqué en 1965 dans l'affaire de l'enlèvement du leader

de l'opposition Mehdi Ben Barka, il est cependant confirmé dans ses fonctions par le roi. Il est condamné par contumace le 5 juin 1967, à l'issue d'un retentissant procès, à la réclusion à perpétuité par la Cour d'assises de la Seine. Au Maroc, cependant, son ascension continue. Il reçoit en 1968 les étoiles de général de division.

Le 10 juin 1971, une tentative de coup d'Etat dirigée par le général Medbouh a lieu à la résidence royale de Skhirat à l'occasion de la réception donnée pour le 42e anniversaire d'Hassan II. Les cadets de l'école d'Ahermoumou ouvrent le feu sur les invités. Il y a une centaine de morts. Le roi échappe miraculeusement à la fusillade, nomme le général Oufkir ministre de la Défense nationale et major général des forces armées royales et l'investit de tous les pouvoirs civils et militaires. C'est lui qui sera chargé ensuite de la répression. (Afp)

Réactions dans le monde arabe

17/1/88 التاريخ: / /

Algérie

Aucune réaction officielle du Gouvernement d'Alger. Entre le Maroc et l'Algérie, pays voisins qui ont solennellement enterré leurs différends lors de la séance de l'OUA à Rabat, en juin dernier, existent des traités de coopération, de fraternité et de bon voisinage. Le roi Hassan doit effectuer un voyage officiel en Algérie au mois de novembre prochain. (Afp)

Tunisie

Stupéfaction et surprise totale, voire incrédulité: telles ont été les premières réactions de tous les milieux tunisiens à l'annonce de l'attentat perpétré contre le roi Hassan II du Maroc. La radio tunisienne a annoncé en tête de ses bulletins de 20 heures HEC, en arabe et en français, la nouvelle de l'attentat contre l'avion du souverain marocain, et le mitraillage de l'aéroport de Rabat-Salé. De son côté, l'agence Tunis-Afrique-Presse a reproduit intégralement les dépêches de l'Agence marocaine de presse. M. Bourguiba aurait eu un entretien téléphonique avec le roi Hassan hier. (Afp)

Jordanie

La Jordanie a dénoncé l'attentat commis contre le roi Hassan II mercredi après-midi à l'aéroport de Rabat-Salé. « La Jordanie dénonce tout complot et tout acte criminel, surtout lorsqu'il est dirigé contre un roi ami et un pays ami », a déclaré, mercredi soir, M. Ahmed Laouzi, chef du Gouvernement jordanien.

Egypte

Aucune réaction officielle ou officielle n'a été enregistrée au Caire à la suite de la tentative d'assassinat du roi Hassan II du Maroc. Radio-Le Caire reprend, sans les commenter, dans ses différents bulletins d'information, les dé-

pêches d'agences relatant les événements du Maroc. La presse égyptienne se contentait également hier matin de reproduire ces mêmes dépêches. (Afp)

Libye

Commentant, mercredi soir, l'attaque lancée par des chasseurs de l'armée de l'air marocaine contre le roi Hassan II, la radio libyenne s'est lancée dans une violente attaque du souverain, prédisant qu'il ferait l'objet de nouveaux attentats. Radio-Tripoli a qualifié les pilotes « d'officiers libres ».

S'adressant directement au roi du Maroc, le commentateur a déclaré: « Les tentatives des hommes libres se poursuivront jusqu'à ce que ton règne s'achève et que tes rêves s'évanouissent. » (Reuters)

Hassan II a présidé hier un conseil des ministres

RABAT. — Un conseil des ministres marocains, présidé par le roi Hassan II, a débuté, hier soir, à 20 h. 30 HEC, au palais royal de Skhirat (30 km. au sud de Rabat). Le prince Moulay Abdallah, frère du souverain, participe à ce conseil. (Afp)

Après le suicide (?) d'Oufkir La monarchie dans l'incertitude

Echappant à la mort, pour la deuxième fois en treize mois, le roi Hassan II du Maroc, a perdu à la suite des événements de mercredi son « bras droit », le général Oufkir, qui avait toujours été un serviteur inconditionnel de la monarchie et du même coup le garant de la loyauté de l'armée.

Que l'homme fort du Maroc se soit suicidé, comme on l'affirme à Rabat, ou qu'il ait été abattu, comme le soutiennent certains diplomates étrangers, le problème reste entier: l'armée marocaine est-elle, en majorité, devenue hostile au régime ou bien le désir de renverser le roi n'est-il que le fait d'une poignée de jeunes officiers exaltés, souhaitant mettre en place une révolution arabo-islamique pure et dure du type de celle du colonel Kadhafi en Libye. En tout cas, c'est pour le roi un sérieux coup de semonce, intervenant après une complète réorganisation de l'armée marocaine qui, à l'occasion de l'attentat de Skhirat, avait perdu 9 officiers généraux sur treize. Après cet attentat tous les commandants de régions avaient été changés et nommés personnellement par le général Oufkir, devenu ministre de la Défense nationale, et les cadets de l'école d'Aermoumou qui avaient été entraînés dans le coup de Skhirat avaient tous été graciés après être passés en jugement. Toutefois, ces remous ont pu provoquer une vague de ressentiments, en particulier chez les berbères — l'épine dorsale de l'armée marocaine — désireux de venger les auteurs du soulèvement de Skhirat qui étaient eux aussi des berbères.

Toujours est-il que c'est d'un secteur de pointe de l'armée marocaine — l'aviation — qu'est venue cette fois l'alerte. Il est à noter que le commandant de la base de Kenitra, d'où sont partis les avions rebelles, avait été changé par le général Oufkir, il y a une dizaine de jours. Ces jeunes aviateurs, formés aux Etats-Unis, étaient-ils de connivence avec des éléments d'autres corps d'armée?

On l'ignore. L'entourage du roi assure qu'il ne s'agissait que d'un coup de main isolé.

Que le général Oufkir se soit suicidé, parce qu'il avait failli à sa mission d'assainissement de l'armée, ou qu'il ait été abattu parce que le complot dont il aurait été informé a échoué, il reste au roi Hassan II à consolider son trône. L'appuyer sur l'armée est une solution qui n'a guère fait ses preuves. Reste l'éventualité d'une libéralisation radicale, d'une grande ouverture vers les partis d'opposition qui réclament à cor et à cris une démocratisation des institutions et dont les pourparlers avec le palais ont jusqu'à présent complètement échoué. La masse, pour l'instant, se tait, elle est d'ailleurs très dépolitisée, et plus préoccupée par le problème du pain quotidien, toujours plus difficile à gagner, en raison de la démographie galopante, que par les choix politiques. (Afp)

Pas de commentaires dans la presse marocaine

RABAT. — La presse marocaine, hier matin, se bornait à publier sous de gros titres une relation des attaques dont a été l'objet mercredi après-midi le roi Hassan du fait de quatre chasseurs F-5. Les deux journaux de langue française « Le Matin » — gouvernemental — et « Maghreb Informations » — porte-parole du syndicat progressiste de l'Union marocaine du travail — ne font aucun commentaire sur ces événements. Il en est de même pour le quotidien gouvernemental en langue arabe « El Anba ». On note, enfin, que les deux quotidiens du parti d'opposition, l'Istiqlal: « L'Opinion », en langue française, et « Al Alam », en langue arabe, n'ont pas paru, sur instruction, croit-on savoir, de leur comité directeur. (Afp)

LE MYSTÈRE PLANE AUTOUR DU "SUICIDE" DU GÉNÉRAL OUFKIR

Après le deuxième
attentat manqué
contre
le roi du Maroc



“l’homme fort”, ami du roi HASSAN II

Il est remplacé par le général Driss

Mohamed Oufkir cachait volontiers ses yeux sous des lunettes noires et son uniforme de général sous la djellaba du montagnard. Restaient ce profil d’aigle, ces dents de carnassier... Qui était Oufkir ? Les Français le connaissent surtout par les éclats de l’affaire Ben Barka, toujours aussi mystérieuse, qui lui valut l’interdit du général de Gaulle. Ils savent moins que ce Berbère fut le plus jeune capitaine de l’armée française, et combattit pour leur libération.

Oufkir a-t-il personnellement conduit l’assaut contre les mutins de l’armée de l’air, comme certaines informations le laissent entendre ? Ministre de la Défense (entre autres portefeuilles), major général des forces armées royales, c’eût été son rôle, après l’attentat de Salé comme après la tragédie de Skhirat. Or, il semble bien qu’il

soit, cette fois, resté à l’arrière-plan. Aurait-il, donc, sympathisé avec les révoltés ? Condamnait-il la corruption au point d’avoir encouru, à son tour, la méfiance du roi ?

Hassan et son service étaient tout pour Oufkir. L’Islam mis à part... Partout, l’Islam se réveille... Sa révolte atteindra forcément la corne occidentale du Croissant. Devant le spectacle d’un roi jouisseur, gavé, jouet peut-être d’influences hostiles à l’Islam, la situation était-elle tenable pour un homme de la trempe d’Oufkir ? Broyé entre ses deux fidélités, sans doute n’avait-il d’autre recours que la mort. Eut-il, comme Rommel, le choix entre le suicide et le procès suivi d’exécution ? On ne sait. Mais que peut le roi Hassan sans Oufkir ? En perdant l’homme fort de son régime, sans doute recule-t-il pour mieux sauter.

DOUBLE MYSTÈRE AU MAROC:

① sur le suicide du général Oufkir ② sur l'étendue du complot contre Hassan II

RABAT (A.F.P., U.P.I., A.P.). — Au lendemain du mitraillage par des avions de l'armée de l'air marocaine du « Boeing » du roi Hassan II, puis de l'aéroport de Rabat-Salé, il semble qu'on se trouve non seulement en face d'une tentative d'assassinat menée par quelques fanatiques, mais bien devant un vaste complot. Bien que les informations concernant la situation au Maroc soient fragmentaires ou peu explicites, un certain nombre de faits retiennent l'attention, en premier lieu la mort du général Oufkir, ministre de la Défense et chef des forces armées, dont on ignorait encore hier après-midi s'il avait été abattu ou s'il s'était suicidé.

L'événement le plus mystérieux de ces journées fertiles en péripéties et en incertitudes, est en effet cette disparition de « l'homme fort » du Maroc.

C'est hier matin que l'on a appris officiellement à Rabat, que le ministre marocain de la Défense s'était suicidé la nuit précédente, à minuit trente, en se tirant une balle dans la tête. En même temps, l'agence marocaine « Maghreb Arabe Presse » annonçait que le général Driss Ben Aomar était chargé de l'interim de la Défense nationale.

● Rumeurs et démentis

Mais en fin de matinée, cette version des faits était contestée par une dépêche de l'agence France Presse, datée de Paris, qui indiquait :

« Selon des milieux diplomatiques étrangers, le général Oufkir n'aurait pas mis fin à ses jours comme cela a été annoncé officiellement, mais aurait été abattu. »

» Selon ces mêmes milieux, le

ministre marocain de la Défense nationale aurait fait partie du complot dirigé contre la personne du roi Hassan II ».

Nouvelle dépêche, dans le courant de l'après-midi : à Rabat, on démentait ces rumeurs et on confirmait, « de source bien informée », qu'Oufkir s'était suicidé.

Sur les circonstances du suicide, on apportait les précisions suivantes : le général était seul au moment où il s'est donné la mort, il a été découvert peu après par un officier supérieur des forces armées royales, attiré dans son bureau par le bruit de la détonation.

A vrai dire, son rôle au moment du putsch manqué de Skhirat avait paru étrange à certains, qui s'étaient demandés s'il avait vraiment pu ignorer ce qui se tramait dans l'ombre.

Mais, précisément, une scène qui se déroula à l'époque tendrait à accréditer la thèse du suicide : déjà, l'an dernier, après Skhirat, le général Oufkir avait,

en plein conseil des ministres, sorti son revolver et menacé de se supprimer, pour se punir de n'avoir pas su prévoir le putsch qui se préparait. Après le nouvel attentat contre le roi, Oufkir pourrait avoir obéi au même réflexe, et avoir mis cette fois son dessein à exécution.

Hier, à l'arrivée à Marseille du premier avion en provenance de Casablanca, des passagers marocains déclaraient : « Cela n'est pas pour nous étonner. Tout le monde sait au Maroc qu'Oufkir était le comploteur n° 1 ».

Les Européens, en revanche, se montraient sceptiques sur la mort du général Oufkir, se bornant à déclarer : « Dans les circonstances actuelles et dans ces pays, il faut solidement vérifier les événements avant de dire qu'ils ont eu lieu »...

● Contrebande d'armes

Quoi qu'il en soit, toutes les forces marocaines, ainsi que la gendarmerie et la police sont en état d'alerte. Mais, en fait, apprend-on, elles l'étaient depuis bientôt un mois et cet état d'alerte générale n'était pas

motivé par le voyage du souverain en France.

On révèle qu'il a été ordonné à la suite de la saisie par la gendarmerie d'une importante quantité d'armes introduites clandestinement au Maroc. Ces armes dont on ignore le pays d'origine ont été transportées au Maroc par des contrebandiers qui ont tous été arrêtés.

Un communiqué du ministère de l'Information a annoncé hier après-midi : « Sous la présidence du premier ministre M. Mohamed Karim Lamrani, le gouvernement s'est réuni hier soir en conseil et a poursuivi ce matin ses délibérations ». Le communiqué enregistrait « avec satisfaction le retour au calme dans la capitale » et rendait « grâce à Dieu d'avoir protégé sa majesté le roi ». Il ajoutait que la situation était normale sur l'ensemble du royaume.

Radio-Alger avait annoncé qu'à 13 heures G.M.T. (14 heures, heure française) on entendait à Rabat des tirs d'artillerie. Les autorités marocaines l'ont démenti peu après, déclarant qu'il s'agissait d'explosions « qui se produisent régulièrement depuis plusieurs

jours dans les carrières situées en bordure de l'oued Bou Regreg qui coule entre Rabat et Salé ».

On ne remarque aucune tension particulière dans la capitale.

Hassan II a présidé, hier soir, un conseil des ministres exceptionnel. Aucune déclaration royale, aucun message radiodiffusé n'est envisagé dans l'immédiat sur les suites de l'attentat, mais le premier ministre et le ministre de l'Intérieur pourraient tenir aujourd'hui une conférence de presse. C'est également aujourd'hui que le général Oufkir sera inhumé dans sa ville natale d'Aïn Char.

● La base aérienne de Kenitra investie par l'armée

La base d'interception de Kénitra — à 40 kilomètres au nord de Rabat — d'où étaient partis les chasseurs « F-5 » qui ont attaqué l'avion royal, avait été investie dès mercredi soir par des éléments de la gendarmerie et de l'armée royale. Cette opération a abouti à l'arrestation de plusieurs mutins qui, semble-

t-il, se sont rendus sans résistance. Les attaques contre le roi Hassan auraient été dirigées personnellement par le commandant de la base, le commandant Kouera, récemment promu à ce poste. Le commandant Kouera, après ces attaques, se serait éjecté de son appareil au large de Rabat. Il aurait été appréhendé par une vedette de la marine royale.

Cependant, on apprenait que deux officiers et trois sous-officiers marocains étaient arrivés mercredi soir en hélicoptère à Gibraltar. A Rabat, de source informée, on précisait qu'il s'agissait du lieutenant-colonel Amakrane, du lieutenant El Midoui, d'un adjudant et de deux sergents. Les autorités britanniques ont fait savoir hier que les trois sous-officiers — qui constituaient l'équipage de l'hélicoptère — avaient demandé à regagner le Maroc, déclarant qu'ils n'étaient pas impliqués dans la tentative de coup d'Etat. A Londres, on déclare que l'appareil et son équipage seront restitués. En revanche, les Britanniques étudient la demande d'extradition que Rabat a formulée en ce qui concerne les deux officiers.

Ruse et "baraka" : Comment le roi sauva sa vie

Huit personnes, toutes de nationalité marocaine, ont été tuées lors du mitraillage de l'aéroport de Rabat-Salé par les aviateurs rebelles qui avaient participé à l'attentat contre le roi Hassan II. D'autre part, 47 personnes ont été blessées et 34 ont été hospitalisées. Parmi elles, quatre ministres, MM. Abderrhman el Kohen, ministre du Tourisme, Mustapha Faris, ministre des Finances, Hadg Ahmed Bargach, ministre des Habous, chargé des Affaires islamiques, et Fasi el Fihri, secrétaire d'Etat chargé des Affaires économiques de la coopération ; le directeur général de la douane, M. Bensalem Smili,

et M. Moulay Driss Alaoui, chargé de mission au cabinet royal.

Le roi Hassan II a ainsi échappé deux fois à la mort, une première fois lorsque l'un des chasseurs de son escorte a attaqué à la mitrailleuse le « Boeing 727 » dans lequel le souverain chérifien regagnait sa capitale et, la seconde fois, quand il quitta le salon d'honneur de l'aéroport pour, avec sa suite, se réfugier dans un petit bois.

Le roi du Maroc a d'ailleurs fait preuve dans les deux circonstances d'un sang-froid étonnant. Quand une première rafale de mitrailleuse eut atteint le « Boeing », crevant la carlingue

et blessant plusieurs personnes à bord, le souverain se mit immédiatement en liaison avec la tour de contrôle de Rabat et, se faisant passer pour un membre de l'équipage, annonça que plusieurs personnes « dont le souverain lui-même » avaient été tuées. Cette émission radio entendue par les pilotes rebelles allait les amener à arrêter l'attaque et à laisser atterrir l'avion royal qui se posa à Rabat-Salé, en bout de piste, les pneus du train d'atterrissage crevés et un réacteur hors d'état de fonctionner.

Sur l'aéroport, le roi Hassan II n'apporta aucune dérogation au protocole. Il passa le détache-

ment des troupes royales en revue, reçut les salutations du gouvernement, de l'ambassadeur de France, du chargé d'affaires d'Espagne... Cette cérémonie dura environ trois quarts d'heure. Le souverain venait de gagner l'abri du bois de pins voisin lorsque les pilotes des chasseurs d'escorte, ayant appris que le roi était vivant, attaquèrent, 3 minutes plus tard, les bâtiments de l'aéroport...

Le général Driss : une autorité déjà « incontestable »

Le lieutenant-général Driss ben Aomar, jusqu'alors ministre des P.T.T., qui vient d'être nommé ministre de la Défense nationale et major général des forces armées royales, à la place du général Oufkir, est l'officier le plus élevé en grade de l'armée marocaine.

Agé de 55 ans, il est considéré comme un « dur », très rigoureux sur la discipline, et jouit d'une autorité incontestée. Déjà après la tentative de putsch de Skhirat, le général Driss ben Aomar avait été chargé par le roi de rétablir l'ordre.

Entré à l'école militaire de Meknès en 1935, il en était sorti sous-lieutenant en 1939. Deux fois blessé au cours de la Seconde Guerre mondiale et décoré de la croix de guerre, il fut lieutenant dans l'armée française d'occupation en Autriche avant d'être capitaine en Indochine. Entré en 1955 dans l'armée royale marocaine, c'est lui qui, en 1963, avait commandé les forces royales lors du conflit des frontières avec l'Algérie.

Il y a un an, c'était Skhirat...

Hassan II avait déjà échappé, l'an dernier, à une révolte armée et à une tentative d'assassinat. Le 10 juillet, son palais d'été de Skhirat, près de Rabat, avait été envahi par les élèves sous-officiers de l'école d'Ahermoumou, entraînés par des officiers félons, pendant la garden-party offerte par le souverain à l'occasion de son quarante-deuxième anniversaire.

Fanatisés et sans doute drogués, les mutins avaient massacré plus de cent invités du roi. Trois jours plus tard, dix offi-

ciers généraux et supérieurs étaient passés par les armes pour avoir trémpé dans le complot. Des procès ultérieurs, jugeant les subalternes, s'achevaient sur des décisions empreintes de clémence.

Un nouveau gouvernement, mis en place après l'attentat de Skhirat, s'est évertué à rendre plus équitables les conditions de la vie économique et sociale : efforts en faveur des petits agriculteurs, réunification des zones de salaire, augmentation importante du budget de l'enseigne-

ment et réorganisation administrative et judiciaire.

Politiquement, la situation a moins clairement évolué depuis Skhirat. L'Istiqlal et l'U.N.F.P., formation d'opposition, ont refusé de s'associer à un gouvernement de coalition nationale. L'U.N.F.P. apparaît nettement divisée sur la ligne à suivre : les « durs » souhaitent renverser le gouvernement, tandis que les « jeunes » accepteraient la reprise du dialogue avec le Palais, en estimant que la construction d'un nouveau Maroc est en train de se faire sans eux.

Les réactions dans le monde : LA LIBYE APPELLE LE PEUPLE MAROCAIN A SE SOULEVER

La nouvelle de l'attentat contre le roi du Maroc a suscité de vives réactions dans le monde entier, généralement de réprobation, mais parfois de violent appel à la révolte à la suite de l'échec de la tentative d'assassinat.

Le président de la République, M. Georges Pompidou, qui avait tout récemment reçu Hassan II à l'Elysée, a adressé au roi un message de sympathie et lui a exprimé son émotion. M. Pierre Messmer, le premier ministre, a assuré le souverain de sa satisfaction en apprenant qu'il avait « triomphé de cette criminelle entreprise ».

Des témoignages sont parvenus à Rabat provenant de nombreuses capitales : de Madrid sous la signature du général Franco et du prince Don Juan ; de Amman où le roi Hussein, lui-même rescapé de plusieurs attentats, dénonce « l'acte criminel contre un souverain ami » ; de Tunis où le président Bourguiba a téléphoné per-

sonnellement au roi Hassan et lui a adressé un télégramme ; de Londres, où le Foreign Office a publié un communiqué de sympathie, etc., etc.

Dans le reste du monde arabe, les réactions vont de la réserve à l'hostilité déclarée au souverain alaouite.

Mais la radio libyenne, elle, se déchaîne. Elle appelle les masses populaires marocaines à « se soulever contre le règne de la tyrannie, de l'ignorance, de la trahison et de l'esclavage ». Au même moment l'armée libyenne a entrepris de grandes manœuvres sous le commandement mixte égypto-libyen. Déjà, l'an dernier, le colonel Kadhafi avait pris fait et cause pour les auteurs du putsch de Skhirat dirigé contre « le traître, réactionnaire et valet de l'impérialisme », Hassan. Au milieu des chants patriotiques glorifiant « la révolution du Maroc », la radio officielle répète que « les officiers libres... finiront inéluctablement par réussir ».

La carrière étonnante de Mohamed OUFKIR

Avec Mohamed Oufkir disparaît peut-être l'homme qui avait su le mieux réaliser la synthèse de deux mondes, le vieux Maroc et l'armée française. Tout au long de son étonnante carrière, il demeura un chef berbère, mais ne perdit jamais ses réflexes d'ancien officier de l'armée française, dont il fut en 1949 le plus jeune capitaine ayant combattu dans les rangs du corps expéditionnaire d'Italie, puis dans la 1^{re} armée, enfin en Indochine.

Cet homme grand, mince, énigmatique, le visage énergique, le nez aquilin et dont les yeux étaient éternellement dissimulés derrière des lunettes à verres fumés, était surtout connu pour son sens de l'ordre et de la discipline. Ses fonctions en faisaient le plus ferme soutien du roi, envers lequel il avait toujours fait preuve du plus grand loyalisme.

C'est l'indépendance qui lui ouvrit les portes de la carrière d'homme d'Etat. En 1956, cependant, il est simplement commandant et aide de camp de Mohamed V, mais la monarchie marocaine va vite reconnaître ses mérites.

En 1960, il est chef de la Sûreté avec le grade de colonel. En 1964, ministre de l'Intérieur avec les étoiles de général.

Les premières années de l'indépendance marocaine sont marquées par un certain nombre de crises graves. Pour Mohamed Oufkir, au courage physique absolu, aux nerfs d'acier, ce sont des occasions inespérées de se mettre en valeur.

En 1963, un complot qu'il déjoue lui-même lui permet de briser les reins pour plusieurs années au parti de gauche qu'anime Mehdi ben Barka, l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.). En 1965, il étouffe en une

demi-journée une émeute qui risquait de mettre Casablanca à feu et à sang et le trône alaouite en péril. C'est l'apogée de sa puissance.

Quelques mois plus tard, il paraît à deux doigts de sa perte quand il est accusé d'avoir trempé, à Paris, dans l'affaire de l'enlèvement de Ben Barka. Il est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité par la cour d'assises de la Seine. La France demande à Hassan II de l'éloigner du gouvernement. Mais Hassan II le soutient et préfère rompre, temporairement, avec Paris.

En 1968, Oufkir, qui a vu s'accroître l'importance de son ministère, reçoit les étoiles de général de division.

Il y a un an, après la tuerie de Skhirat, c'est encore à Oufkir que le roi confie la reprise en main de l'armée. Il est nommé ministre de la Défense et major général des forces armées royales.

Cependant, son ascension ne semble pas le griser. Il est resté maigre et sec comme à l'époque où on le voyait dans les salons de la résidence générale de France à Rabat, félin, énigmatique, vêtu d'un impeccable uniforme blanc qui rehaussait encore son teint brun rouge, « couleur de foie » selon la saisissante expression arabe. Riche, il continue de vivre simplement, circulant à pied dans Rabat, conduisant lui-même sa voiture et tenant table ouverte à tous.

Pourquoi Hassan II a-t-il si longtemps et si passionnément défendu son ministre ? Bien sûr pour ne pas avoir l'air de céder à des pressions étrangères, mais aussi à cause de ses qualités exceptionnelles de chef. Il y a plus cependant : Oufkir était devenu le vrai « patron » de ce monde berbère, montagnard et rural qui garantit la stabilité du Maroc.

DIMANCHE : FAISONS LE POINT *L'éternelle tentation*

13-10 AOÛT ● Coup d'Etat manqué au Maroc : le roi Hassan II échappe à un attentat aérien.

Le général Oufkir, inspirateur du complot, se suicide. Deux officiers, réfugiés à Gibraltar, sont livrés au Maroc par la Grande-Bretagne

LE sang sèche vite au Maroc. Quelques cadavres anonymes sur l'aéroport de Rabat, victimes de l'équipée ratée d'un groupe d'aviateurs qui espéraient tuer Hassan II et n'ont fait que lui forger une auréole d'invulnérabilité ; un mort célèbre, le général Oufkir, qui, longtemps considéré comme le pilier le plus fidèle du trône, s'en va maintenant rejoindre le royaume des ombres avec l'épithète infamante de « traître » puisque aussi bien le gouvernement marocain affirme que le responsable c'était lui... Et puis rien. Tout comme l'an dernier après la ruée sauvage des Cadets qui massacrèrent à l'aveuglette des dizaines d'invités au palais de Skhirat, mais reculèrent devant le suprême sacrilège de l'exécution du roi, le Maroc reste muet. Dans cette monarchie absolue, tempérée par la présence de plusieurs oppositions, l'une de droite, l'Istiqlal, l'autre de gauche, l'U.N.F.P. (Union Nationale des Forces Populaires), qui peut bien se reconnaître derrière les coups sanglants de militaires dont les motivations échappent à tout classement politique ?

Le calme de Rabat n'a même pas l'épaisseur de celui qui succède à l'orage. Car pour la population marocaine le massacre de Skhirat aussi bien que la rébellion des pilotes de Kenitra sont des événements d'un autre monde. Cela se passe entre le palais et ses prétoriens, entre le roi et ses officiers, avec des hommes comme Oufkir à qui Hassan II pouvait dire : « Je t'ai fait général » et qui pouvait peut-être lui répondre : « Mais qui t'a fait roi ? » Formuler cette question c'est déjà y répondre. Alors vient chez les militaires la tentation sans cesse renaissante de défaire par le poignard ou par sa ver-

sion plus moderne, la rafale de mitrailleuse, un pouvoir qui semble à la merci d'une opération de commando réussie. C'est ainsi que Farouk, roi d'Egypte, est tombé en 1952, que Fayçal, souverain d'Irak, a été massacré en 1958, qu'Idriss a, en 1969, perdu le trône de Libye...

De jeunes officiers réalisent donc dans ce monde arabe ce à quoi ne parviennent ni les mouvements d'opposition, ni les syndicats, ni les manifestations étudiantes. Ils changent l'avenir de leurs pays, après quoi la foule qui n'a pas participé et pas toujours compris vient acclamer les vainqueurs. Alors, comment ne rêverait-on pas un peu dans les

par Benoît RAYSKI

casernes marocaines ?... Alors pourquoi ce « maire du palais » qu'était Mohamed Oufkir ne tenterait-il pas sa chance ?

Tuer Hassan II... Au nom de quoi ? L'opposition de gauche marocaine qui se réclame du socialisme sait sans doute pourquoi elle veut modifier les structures politiques et économiques du pays. Mais Oufkir ? Mais les officiers qui sont partis à l'assaut du palais de Skhirat le 10 juillet 1971, et les aviateurs qui le 16 août 1972 sont allés mitrailler l'avion du roi ? On a dit qu'ils étaient révoltés par la « corruption » et la « pourriture ». Plus qu'un diagnostic, c'est une image aussi vieille que le monde est monde et que l'armée est l'armée : celle du guerrier pur et dur qui croit que ce qu'on appelle les « vertus militaires » suffisent

à régenter des civilisations complexes. Certes la Libye, où d'autres jeunes colonels sont eux arrivés au pouvoir, décèle dans les tentatives des officiers marocains un souffle de « révolution populaire » et de « mouvement libérateur ». Ce jugement émanant d'un pays qui mélange allègrement le rigorisme islamique d'un autre âge avec un progressisme ultra-révolutionnaire agrémenté d'un anticommunisme farouche, ne contribue certainement pas à éclairer les motivations des rebelles marocains.

D'aucuns diront, et c'est plus simple, qu'il s'agit là d'une révolte prétorienne semblable à celle de la Rome antique ou d'un complot aristocratique tel que les monarchies européennes en ont connu. Il y a sans doute une part de vérité dans cette analyse. Mais le terme « mœurs féodales » devrait être quand même utilisé avec circonspection. Etre « moderne » n'est ni une garantie de justice ni une promesse d'honnêteté. Les dernières péripéties de l'affaire marocaine viennent d'ailleurs rappeler que le cynisme politique est la chose la mieux partagée du monde. Sans réfléchir trop longtemps la Grande-Bretagne a livré au Maroc deux des aviateurs rebelles venus chercher asile à Gibraltar. Le gouvernement de Sa Majesté a écrit qu'il agissait ainsi pour le « bien public » et, comme la Grande-Bretagne est un pays démocratique où la loi est sacrée, il a exhumé une série de textes sur l'immigration qui lui permettaient de remettre « légalement » aux Marocains deux hommes pour lesquels la justice sera sans doute bien expéditive. C'est un procédé qui a soulevé quelque écœurement au sein de l'opinion anglaise qui s'indigne et proteste. C'est qu'en Angleterre l'encre sèche moins vite que le sang au Maroc.

La thèse du suicide de moins
en moins vraisemblable

L'AURORA 21

OUFKIR SEMBLE BIEN

AVOIR ÉTÉ

FRAPPÉ DANS LE DOS

Hassan II n'en maintient pas moins la version du « suicide de trahison »
Au cours de sa conférence de presse étrangement retardée jusqu'à aujourd'hui, le roi tenterait d'expliquer ce qu'il appelle « un incident de parcours »

**LE VRAI PÉCHÉ
D'OUFKIR :**
il voulait peut-être
sauver la monarchie
contre le roi...

« Il n'avait pas cette ambition », affirme posément Hassan.

MAIS alors, pourquoi le complot ? Pourquoi cette tentative de faire disparaître Hassan et son frère dans ce qu'on aurait appelé « un accident d'avion en haute mer ? »

Hassan nous éclaire sur ce point de la façon suivante : « Si l'opération avait réussi, Oufkir se serait rendu immédiatement à Ifrane pour faire venir le prince héritier aux fins de l'introniser... »

Après quoi, explique le roi, Oufkir se serait fait proclamer régent du royaume, et c'est lui qui aurait régné à travers le prince Sidi Mohammed, cet enfant de neuf ans. Tel était donc, d'après Hassan, le « plan diabolique » d'Oufkir.

INVOLONTAIREMENT sans doute, sans peser exactement tout le poids des mots, Hassan II a rendu au féal Oufkir, devenu Oufkir le félon, le plus beau, le plus poignant des hommages.

C'était samedi, devant les commandants des trois armes. Après trois jours de silence, terré dans son palais d'été de Skhirat où, d'après ses familiers, il avait même recommencé à jouer au golf — ce qui peut être aussi bien la marque de la sérénité que d'une forme étrange de nonchalance — le roi avait quand même éprouvé le besoin de s'adresser aux chefs de ces armées.

RENCONTRE d'autant plus nécessaire que Hassan avait décidé de prendre lui-même en main tous les pouvoirs militaires, supprimant purement et simplement les fonctions de ministre de la Défense, major général et major général adjoint des armées.

Et ce qu'a expliqué le roi à ces officiers dont il va avoir la charge directe est effectivement singulier. Il leur a confié que le « traître » Oufkir, en organisant l'attaque aérienne de mercredi soir contre le Boeing de Hassan, n'envisageait nullement de prendre le pouvoir « à la libyenne » ou « à la grecque ». Pas une minute, le souverain l'atteste, Oufkir ne songea à renverser la monarchie et proclamer la République, voire « à se faire couronner roi ».

UN plan qui laisse songeur, car selon le point où l'on se place, il est diabolique ou angélique. Car selon une version qui court au Maroc aussi bien dans les milieux de droite que dans ceux de gauche, même si Oufkir est coupable, il est coupable d'avoir voulu sauver la monarchie, et non de la détruire.

Son seul péché, étant devenu l'homme fort du régime, conscient de tout ce qui se passait dans le pays, aurait été d'estimer que ce n'était pas lui, Oufkir, qui avait failli, mais le roi. Que Hassan, après avoir promis de s'amender, après la tuerie de Skhirat, d'engager le Maroc dans une ère de réformes, n'en avait rien fait. Et prouvait, par cela même, qu'il fallait trouver une autre solution pour sauver le trône dans un monde musulman travaillé par le levain révolutionnaire.

Et ce serait afin d'éviter au pays un putsch de militaires libyens ou de colonels grecs, destructeurs de monarchie, que le fidèle — et félon — Oufkir aurait décidé, en son for intérieur, de sauver le trône contre le roi. Partant de l'idée paradoxale, fantastique, que le souverain devait périr pour que la monarchie se perpétuât.

Philippe BERNERT

OUFKIR : IL VOULAIT PEUT-ÊTRE SAUVER LE TRÔNE... CONTRE LE ROI

(Suite de l'article de Philippe BERNERT)

A INSI pourrait-on juger d'une façon différente le choix d'Oufkir qui se porte sur la personne du petit prince. Un enfant qui, à la cour de Skhirat, vivait de manière surannée, enfoncé dans des uniformes. Petit tsarévitch blême, perdu au milieu des fastes, fêtes, folies, frénésies d'un monde que l'on dit l'un des plus dissolus, l'un des plus corrompus de l'univers.

Et l'on en arrive même à se demander si la pensée secrète d'Oufkir n'était pas depuis longtemps d'arracher cet enfant à son entourage. Sans doute rêvait-il de l'éduquer lui-même, d'être le Fénélon de ce duc de Bourgogne. D'autant plus, et là nous entrons dans les mystères de l'âme tribale, encore étonnamment chevillée au cœur féodal du Maroc, que le petit Sidi Mohammed est né de mère berbère. Et, pour un Oufkir, cela voulait tout dire.

Car, bien que le ministre de l'Intérieur Benhima ait assuré, vendredi, que les considérations tribales n'avaient pas joué dans le complot du 16 août, et qu'elles jouaient d'ailleurs de moins en moins au Maroc, il ne faut jamais perdre de vue que le général Oufkir était un Berbère. Comme la grande majorité des officiers et sous-officiers de l'armée marocaine. Une race de guerriers.

HOMME du Sud, il était né dans ce Tafilalet où les Alaouites, originaires de la péninsule arabe, vinrent s'installer. Aujourd'hui, les Alaouites sont sur le trône, mais les Berbères ont toujours considéré qu'il s'agissait d'une dynastie « parachutée ». Or, le prince héritier a du sang berbère, dans ses veines se conjuguent deux destins. Cela ne pouvait que fasciner Oufkir, lui donner envie de tout recommencer à zéro avec cet enfant. Et c'était peut-être cela, son rêve dément, ahurissant.

Mais il y avait aussi, au chapitre berbère, un autre

problème. Après Skhirat, en fidèle « glaive du roi », Oufkir avait accepté d'arrêter, d'interroger, de torturer, de faire exécuter ses meilleurs amis, ses frères, des généraux et officiers berbères comme lui.

Un de ces hommes, le général Bougrine, lui avait même lancé, quelques minutes avant de tomber devant le peloton d'exécution : « Prends garde, Oufkir. La prochaine fois, ce sera ton tour, car je sais que tu partages nos idées. »

Mot terrible, prémonitoire, mystérieux aussi. Quelles étaient donc ces idées que le conjuré Bougrine avait en commun avec son grand inquisiteur Oufkir ? C'est que les chefs berbères de l'armée désapprouvaient depuis longtemps ce qu'ils appelaient « la corruption de la cour ». Qu'ils perdaient progressivement confiance en Hassan et son entourage.

Ces hommes-là ne visaient pas le trône, mais une certaine façon de vivre dans l'entourage du trône. Après le massacre, Oufkir accepta de se faire le bourreau de ses amis, mais en imposant au roi, semble-t-il, certaines conditions. On devait s'attaquer à la corruption, à la gabegie, des réformes devaient être faites.

AU bout de trois mois, Hassan II se remit à vivre exactement comme avant Skhirat, alors que le général Oufkir prenait une route divergente. Un jour, en plein conseil des ministres, posant son revolver sur la table, il lança :

« Si vous ne mettez pas fin à la vénalité, à la pourriture officielle qui gagne, ne comptez plus sur moi ! »

C'est vers cette époque que l'homme que l'on accusa d'avoir poignardé de ses propres mains son adversaire politique Ben Barka, se mit à flirter étrangement avec des hommes de la gâche modérée et de l'Istiglal. Il semblait souhaiter une ouverture politique pour son pays. Ce seigneur cruel qu'on a pu décrire torturant ses prisonniers et tirant sur la foule, se montra de plus en plus conciliant. Ecœuré par le sang de ses camarades exécutés en vain, puisque la cour ne se réformait pas, ce diable sanglant se fit un ermite de plus en plus conciliant.

Et c'est maintenant que nous arrivons au cœur du problème. Un nouvel attentat militaire contre Hassan échoue, mercredi dernier.

Imaginons un moment que le roi fait mander Oufkir à Skhirat, quelques heures plus tard, non pas pour lui demander des comptes sur sa trahison, mais pour exiger de lui, au cours d'une entrevue orageuse, de purger à nouveau l'armée et, principalement, cette aviation dont les chefs, souvent nommés par Oufkir, sont tous des Berbères.

Voici Oufkir crucifié à nouveau. Va-t-il accepter cette monstrueuse mission, alors qu'il sait que la purge de l'an dernier a été inutile, puisque le roi a manqué à ses promesses, qu'il a poursuivi, avec son frère, sa sœur, son entourage, la même chasse effrénée aux plaisirs ?

Et qu'arrive-t-il si Oufkir dit posément au souverain, un peu comme Luther :

« Non, je suis là, et je ne peux plus aller plus loin. Je refuse. »

NE serait-il pas devenu, du même coup, ce « traître » à la cause royale que l'on dit ? Dans le mystère qui entoure la mort d'Oufkir, c'est une thèse aussi valable que celle présentée par le ministre de l'Intérieur de Rabat. D'ailleurs, ceux qui ont vu le cadavre d'Oufkir, jeudi matin, sur une civière, savent à quoi s'en tenir sur une autre affirmation officielle, celle du suicide de trahison, soutenue par Hassan II lui-même.

Le corps d'Oufkir était criblé de balles. S'il s'est suicidé, c'est en se tirant dans le dos : une balle, entrée dans la nuque, a rejailli par l'œil gauche. Une autre s'est logée dans les reins. Deux autres blessures sont relevées, l'une en pleine poitrine, au mamelon, comme disait si bizarrement le ministre de l'Intérieur, l'autre au bras droit. Sans parler des blessures cachées par l'uniforme ensanglanté.

Non, l'idée s'en fait jour à Rabat : Oufkir a été abattu, sans doute au moment où il quittait le bureau du roi. Certains y voient la main du colonel Dlimi, ex-protégé d'Oufkir, aujourd'hui aide de camp du roi. C'est une simple hypothèse. Dans les

cas de ce genre, les balles partent la plupart du temps anonymement, de derrière une tenture.

Pour la première fois depuis longtemps, Hassan est resté longtemps sans voix, après le drame. Le soir même de la tuerie de Skhirat, en juillet 1971, il avait lancé un message à la nation. Il avait encore Oufkir auprès de lui. Oufkir mort, les problèmes sont d'une autre nature. Hassan a mis trois jours avant de se résoudre à voir les chefs de l'armée. C'est seulement au quatrième jour que, dans un message télévisé de dix-huit minutes, il s'est adressé à son peuple, hier après-midi.

Sans citer une seule fois le nom d'Oufkir, en qualifiant les deux soulèvements militaires de Skhirat et du 16 août d'incidents de parcours, en mettant tous les maux de la nation non pas sur l'état de la Cour, mais sur le dos des partis politiques, dont la calomnie et la critique stérile, dispensée par leurs journaux, auraient corrompu l'armée.

CE soir, Hassan donnera enfin, croit-on, la conférence de presse déjà annoncée pour hier soir, et annulée étrangement. Il répondra aux questions des journalistes, mais répondra-t-il ? Il est comme Roland à Roncevaux, sans Durandal. Son glaive, Oufkir, a péri. De s'être révolté contre lui ? Peut-être. Mais c'est précisément la difficulté actuelle de Hassan, de survivre dans un paysage miné, au milieu d'une armée prête à exploser, sans le guerrier qui lui avait souvent sauvé la vie.

Avec cette fidélité incroyable des Berbères. On a pu, en haut lieu, traiter le cadavre d'Oufkir tel celui d'un chien, lui faire des obsèques quasi clandestines, sans le moindre honneur rendu. Il n'en demeure pas moins que l'on sait depuis hier que des milliers de cavaliers berbères ont entamé une marche sur Bou-Denib, lieu de la sépulture d'Oufkir. Méprisant les accusations infamantes, bravant les interdictions, ils veulent se rendre sur la tombe du condottiere, lui rendre l'hommage refusé par son monarque.

La vraie royauté, c'est peut-être cela.

Ph. B.

OUFKIR A ÉTÉ EXÉCUTÉ

**affirme une haute personnalité marocaine
notre envoyé spécial Christian d'EPENOUX**

RABAT, 20 août. — « Pour nous, il ne fait aucun doute que le général Oufkir a été exécuté. Certes, cela ne change pas grand chose désormais aux problèmes qui vont se poser au roi et au Maroc, après cette nouvelle alerte. Mais il est maladroit et mensonger de vouloir présenter sa mort comme un suicide. »

L'homme qui a accepté de me recevoir après deux jours de tentatives infructueuses et de faux-fuyants n'a consenti à le faire qu'à la condition expresse que je ne reproduise aucune indication permettant de le situer. Disons simplement que les contacts, les amitiés, les fonctions et l'âge de cette haute personnalité marocaine lui permettent dans les circonstances que traverse son pays de figurer parmi les personnes les mieux informées de la situation.

S'il dit « nous », c'est qu'un de ses confidentiels assiste à l'entretien tout au long duquel il ne cessera de

cautionner les propos de mon interlocuteur. Ces hommes ne sont pas les ennemis du roi, bien au contraire; ils m'ont dit à plusieurs reprises que « la prise du pouvoir par un groupe d'irresponsables sans formation politique ni plan d'action précis aurait plongé le royaume dans une anarchie catastrophique ».

Et même pour certains de ses adversaires de bonne foi, la monarchie reste, pour le moment du moins, le ciment indispensable des différentes ethnies marocaines sans lequel le pays basculerait sans doute dans une longue période de troubles et de confusion.

Une maladresse du roi

« Il n'empêche, ajoute mon hôte, que le roi a sans doute commis une maladresse dont les conséquences sont encore difficiles à calculer. Il fait accréditer la thèse du suicide pour que lui-même, son entourage et le régime ne soient pas entachés d'une exécution sommaire et d'une justice expéditive dans un pays où il existe une procédure légale et des tribunaux, y compris pour les mutins de haut rang. »

« Or il eût mieux valu parler, par exemple « de la regrettable précipitation d'un janissaire trop zélé à venger le roi » et de faire, une fois pour toutes, un sort à cette affaire que de prêter le flanc à toutes sortes de rumeurs et d'interprétations qui sont rarement à son avantage. C'est cela, finalement, qui lui fait aujourd'hui un tort grave. Pour n'avoir pas voulu donner l'idée que le palais royal était le théâtre de tragédies à la Grèce antique ou d'assassinats à la Borgja, le roi parvient exactement au résultat contraire. Ni son image ni celle du régime n'en sortiront grandies. »

Qu'est-ce qui permet à mon interlocuteur d'affirmer que le major général de l'armée a bel et bien été assassiné ?

« Nous savons aujourd'hui que quatre balles ont été tirées sur le général. Or, quatre balles de pistolet, c'est relativement long à tirer et c'est beaucoup pour un suicide, surtout lorsque deux hommes au moins sont là, d'après la version officielle, pour tenter de l'en empêcher. Mais, surtout, les vêtements ne portent aucune trace de brûlure. Or n'importe quel policier débutant sait qu'une balle tirée à bout portant fait dans du tissu un trou entouré de traces de brûlures couramment noires. Ce n'est absolument pas le cas de la veste d'Oufkir. C'est donc que les projectiles ont été tirés d'au moins deux ou trois mètres. Dites-moi comment on peut se suicider en se tirant des coups de revolver à deux ou trois mètres de distance... »

L'homme qui me parle est formel sur au moins deux points :

1°) Selon lui, et contrairement à ce qu'on peut prétendre, Oufkir n'a pas vu le roi au palais de Skhirat entre l'arrivée du souverain à Rabat et la mort de son ex-compagnon. Après son chassé-croisé entre Rabat et l'aéroport, le ministre de l'Intérieur, Benhima, parti à la recherche d'Oufkir, sur ordre du roi, avait fini par rapporter au souverain un certain nombre d'informations sur les tenants et les aboutissants du complot sans que le nom d'Oufkir fut encore prononcé. Oufkir, qui se trouvait à l'aéroport vingt

minutes avant l'arrivée du roi, s'était rendu précipitamment à la tour de contrôle dès qu'il avait été informé de l'attaque aérienne et avait ensuite regagné la ville sans attendre l'arrivée du roi. Etant donné son rôle, ses fonctions, rien ne semblait plus naturel.

A son arrivée à Skhirat, Hassan II avait demandé à ses ministres, qui l'interrogeaient, de regagner leurs postes respectifs et d'y attendre les ordres. A Oufkir, collaborateur privilégié, qui demandait à le voir, le roi répondit simplement : « Va avec les autres dans les appartements de mon fils. Je vous rejoindrai plus tard. »

Il était un peu plus de 23 heures; l'heure donnée pour la mort d'Oufkir est minuit trente. Le roi, selon cette version, s'arrange pour ne pas voir l'ami qui l'a trahi. Condamné, envoyé au guet-apens, il est déjà rayé des vivants.

Le général Hafid se tait

Pour mon interlocuteur, le colonel Olimi et le général Hafid n'étaient pas seuls avec le général Oufkir au moment du drame. Il est hors de question bien sûr qu'aucun des deux ait pu porter la main sur l'homme fort du régime. Le colonel est un homme vif et puissant qui connaissait son supérieur depuis plus de vingt ans bien qu'au dire de certains les relations se soient détériorées entre les deux personnages au cours des dernières années. Quant à Mustapha Hafid, vieux général blanchi sous le harnais, il est le contraire d'un homme de complots. Sorte de grand chambellan de la cour, un caractère bourru masquant un cœur d'or, il servait déjà le roi Mohammed V et tint le prince Hassan sur ses genoux.

Que se passa-t-il exactement en présence de ces deux hommes dans les minutes précédant la mort d'Oufkir, seuls eux-mêmes, d'autres témoins éventuels et un petit groupe de confidents du roi pourraient le dire. Et sans doute ne le saura-t-on pas avant longtemps.

J'ai pu téléphoner au général Hafid témoin direct de la mort de son collègue : ce militaire strict m'a sèchement répondu que son uniforme et

ses fonctions lui interdisaient d'ajouter un mot à la version donnée aux journalistes par le ministre Benhima.

Un seul avion armé

II. — Le second point entre autres sur lequel on s'est beaucoup interrogé est le suivant : pourquoi les aviateurs mutins ont-ils tourné bride après leur première attaque, alors que l'avion du roi était toujours en l'air ?

« Sur les quatre avions qui ont participé à l'attaque, précise mon interlocuteur, un seul était armé, celui du commandant Kouira, commandant de la base de Kenitra. Après avoir lâché ses rafales l'avion de Kouira en perte d'équilibre s'est retourné. Est-ce l'émotion d'un homme venant d'attenter à la vie de son roi, est-ce une mauvaise manœuvre, toujours est-il que Kouira décide de faire fonctionner son siège éjectable. Ce n'était pas, comme on l'a dit pour prendre la fuite. Sinon, pourquoi l'aurait-il fait ? Il est en effet prouvé mainte-

nant que les complicités au sol lui auraient largement permis de se poser d'abord à Kenitra s'il avait voulu s'enfuir. La preuve, les trois avions encore en l'air sont rentrés à leur base après l'attaque et les pilotes ont repris trois autres avions armés, réservoirs pleins, avant d'aller mitrailler l'aérogare. »

Que quelqu'un à l'intérieur du Boeing ait pris le micro pour dire que le roi était mort est fort possible, mais ne dément en rien cette version. Ce n'est pas le roi, d'ailleurs, qui a pris le micro mais le navigateur : les faits ont été confirmés.

Tels sont les faits qui m'ont été relatés. Ils ont le mérite d'être puisés à une source informée et cernent sans doute une partie de la vérité. Cette vérité, qu'il serait aventureux pour l'instant sans doute de vouloir saisir dans sa totalité.

J'ai vu aussi Mme Oufkir dans sa superbe villa rose de Souissi l'un des quartiers résidentiels de la capitale. La maison est bien gardée, il était hors de question sous l'œil vigilant d'un garde du corps de prononcer d'autres paroles que des condoléances de bon ton.

LA LIBYE S'EN PREND AUX BRITANNIQUES

Des manifestants libyens ont réussi samedi à pénétrer dans l'ambassade britannique à Tripoli, pour protester contre la livraison au gouvernement marocain de deux officiers rebelles réfugiés à Gibraltar. Les manifestants ont brisé la plaque d'entrée et arraché et piétiné le drapeau britannique.

A Londres, le Foreign Office a remis à l'ambassade de Libye une protestation contre cette agression.

De son côté, le ministre libyen des Affaires étrangères de Libye, M. Mansour Kikhia, avait convoqué samedi le chargé d'affaires britannique à Tripoli pour lui exprimer sa « réprobation » devant la décision de Londres concernant les deux officiers marocains. De son côté, le président du Conseil de Libye, M. Abdel Salam Djalloud, a déclaré dans un discours prononcé sur une place de Tripoli que la Libye allait « créer des troubles à la Grande-Bretagne sur son propre territoire ».

● OUFKIR avait signé lui-même les bons d'essence des F. 5

Selon certaines informations en provenance de Rabat, c'est le général Oufkir lui-même qui aurait signé les bons autorisant les pilotes de la base de Kenitra à faire le plein de kérosène de leurs appareils. C'est de la base de Kenitra, rappelons-le, que les F-5 décollèrent le 16 août pour tenter d'abattre le Boeing du roi Hassan II.

On apprenait également de même source que tout le personnel militaire et civil en service à la base (soit environ quatre cents personnes) a été appréhendé et est actuellement interrogé par la gendarmerie royale.

OUFKIR



Rabat, jeudi 17 août, 8 h. 33. Une dépêche laconique de l'agence «*Maghreb Arabe Presse*» tombe. Les rares Marocains qui en eurent aussitôt connaissance ne savaient plus quoi penser de l'incroyable imbroglio qui avait commencé la veille. «*Le général Oufkir, ministre de la Défense nationale, major général des forces armées royales, s'est suicidé ce matin à 0 h. 30 en se tirant une balle dans la tête*». Ce

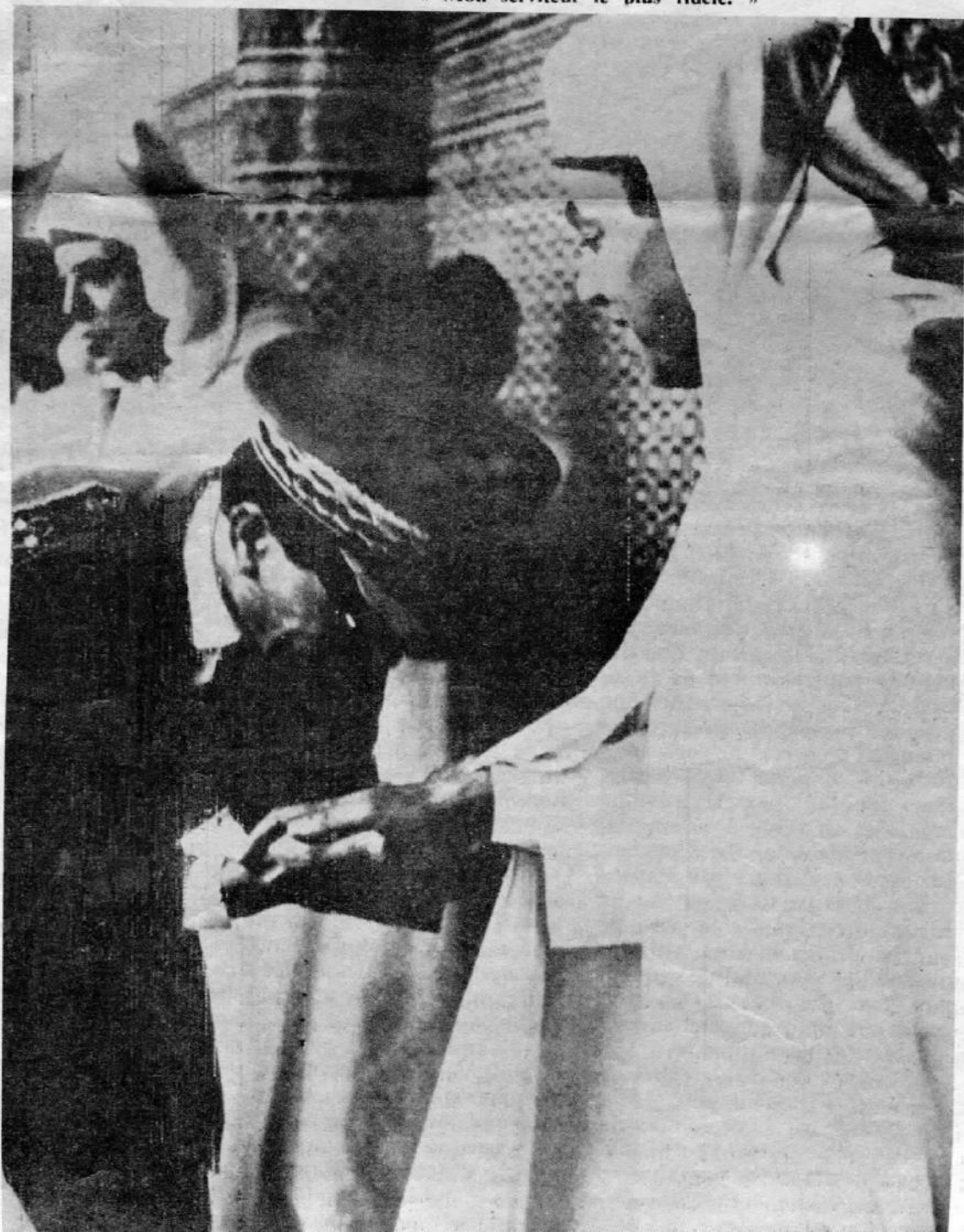
fut la seule oraison funèbre de celui qui fut l'homme le plus puissant du Maroc, après le roi. Plus tard, le ministre de l'Intérieur, puis le souverain lui-même, allaient révéler au peuple incrédule que le général Mohamed Oufkir, homme de confiance de la monarchie et son principal soutien, était en fait l'organisateur de l'attentat contre l'avion royal et peut-être encore celui de Skhirat...

Qui était cet homme, de qui Hassan II disait : «*C'est mon serviteur le plus fidèle*» et qui avait été appelé aux plus hautes charges du royaume ?

Le général Mohamed Oufkir était né en 1920, à Ain-Cheikh, dans l'Anti-Atlas. Il était le fils d'un notable de Boudenib, qui combattit l'occupation française. Il ne peut pas se prévaloir du prestige féodal des très grandes races. Il choisira l'ar-

OUFKIR BAISE LA MAIN DU SOUVERAIN

« Mon serviteur le plus fidèle. »



OU LE MYTHE DE LA

mée, tremplin des fils de petite famille. Le protectorat apprécie les vertus guerrières des Berbères; Mohamed Oufkir entrera, le plus jeune de sa promotion, à l'école militaire de Dar-Beida, près de Meknès, dont il sort major.

En 1941 il sert dans l'armée française avec la Deuxième Division marocaine. Il participe à la campagne d'Italie, puis au débarquement sur les côtes de Provence en août 1944. Sa conduite au feu lui vaut d'obtenir la Croix de guerre et la Légion d'honneur. D'ailleurs, il est de la trempe des soldats qui donnent leur nom aux promotions quand ils rencontrent trop tôt une balle. Flegme fataliste et crânerie héroïque caractérisent la conduite au feu de ce militaire-né.

ternité des mess et marqué par l'esprit «ancien d'Indo», sans que son loyalisme envers le souverain chérifien en soit le moins du monde affecté. Il déploie, à cette occasion, des talents de tacticien politique et ce génie de la police qui caractérisent souvent le militaire intelligent. Aide de camp de Mohamed V, sa compétence technique lui permet d'abord de conseiller le jeune prince Hassan, alors chef d'état-major de l'armée royale, et de l'aider à écraser, en 1958, une ébauche de rébellion dans le Rif. A cette époque, il n'hésita pas à utiliser des bombes au napalm pour réduire l'insurrection. La campagne terminée, il est lieutenant-colonel.

En octobre de la même année — 1963 — Oufkir va rappeler qu'il sait même faire la guerre aux frères algériens. C'est l'époque de la fameuse «guerre des sables», où Maroc et Algérie se disputaient des zones frontalières aux limites imprécises. Les combats lui valent les étoiles de général de brigade.

Au cours de l'année suivante, Oufkir devient ministre de l'Intérieur, alors que la monarchie, glissant vers un légitimisme intransigeant, a besoin de se faire craindre. La contestation qui

Après la Deuxième Guerre mondiale, les officiers de tradition ont la possibilité de déverser leur trop-plein d'énergie en Indochine. C'est ce que fait Mohamed Oufkir. Nommé capitaine, il est embarqué pour le Sud-Est asiatique. En Indochine, Oufkir se tire de situations incroyables : cerné par une compagnie du Viet-minh, Oufkir fait mine de se rendre avec ses hommes. Mais il a dissimulé des armes — des mitraillettes sous des drapeaux blancs ! — et soudain les vaincus se rebiffent et massacrent leurs gardiens. On se serait cru devant un feuilleton d'aventures. C'était, encore une fois, la preuve de l'extraordinaire résolution de l'homme et de sa froide témérité. C'est en Indochine qu'il fait la connaissance du général Boyer de Latour. Celui-ci, nommé en 1953 Résident général de France à Rabat, le prend à son cabinet militaire.

A partir de ce moment, Oufkir va vivre la grande reconversion des officiers coloniaux qui se retrouvent, après l'indépendance, dans l'armée et les faiseurs des nouveaux maîtres. Il y parvient avec adresse, mais sans bassesse ni reniement éclatant : toute sa vie, il aura l'impression d'être resté un officier français. fier de la grande fra-



EN 1967, A L'OCCASION DE LA FIN DU RAMADAN
Le roi s'adresse aux officiers ; à gauche de la photo : Dlimi et Oufkir.

En juillet 1960, la phase des combats semble close; le roi le nomme à un poste qui exige une fidélité sans faille. Chef de la Sûreté, expéditif et efficace, il crée des brigades spéciales. Lorsque, en 1963, on découvre un complot contre Hassan II, c'est Oufkir qui en a démêlé les fils. Il a même personnellement dirigé des interrogatoires. Ses méthodes seront dénoncées au cours des audiences : on sait désormais de quoi l'homme est capable dans une cellule ou une prison.

avait commencé à se faire sentir de plus en plus est brusquement étouffée avec l'arrivée au ministère du général Oufkir. C'est principalement à partir de cette date qu'Oufkir apparaîtra comme le fléau numéro un des gens de gauche et de tous ceux qui essayèrent à un moment ou à un autre de s'en prendre à l'ordre établi.

L'année 65 est une période faste pour les multiples dons de Mohamed Oufkir. Tout d'abord, les graves émeutes des lycéens de Casablanca ont été ré-

FIDELITE



DU TEMPS DE MOHAMED V

On remarque, derrière le souverain, le général Oufkir, alors lieutenant-colonel.

primées avec sauvagerie. On compta alors plusieurs morts dans les rangs des étudiants. Mais plus encore que les troubles de Casablanca, l'affaire Ben Barka allait contribuer à asseoir la légende d'Oufkir, pilier du régime marocain, dût-il, pour le rester, s'occuper de basses et sordides besognes d'homme de main. Il est inutile de revenir ici sur un mystère qui alimenta les colonnes de la presse pendant d'interminables mois. Un fait est certain : l'intervention d'Oufkir permit à la monarchie chérifienne d'éliminer le cerveau pensant de la gauche marocaine. Mais elle faillit aussi détériorer pour de longues années les relations entre Paris et Rabat. L'épilogue de cette sombre affaire eut lieu à un moment peu propice aux Arabes pour s'émouvoir d'autre chose que de leur destin : le 5 juin 1967, alors que la guerre faisait rage au Moyen-Orient, la cour d'assises de la Seine condamnait Mohamed Oufkir à la réclusion perpétuelle, pour le rôle qu'il a joué dans la dispa-

rition de Ben Barka.

Malgré cette condamnation, Oufkir ne sera jamais désavoué ou démis et continuera à bénéficier de l'appui de Hassan II, au-delà même du soutien qu'un chef d'Etat accorde normalement à un serviteur dévoyé par son zèle.

Dans cette vie de serviteur loyal de la monarchie, Skhirat marque une défaite et une apogée. Pour la première fois, des soldats ont tenté de tuer leur souverain. Le ministre de l'Intérieur qui devait démanteler l'entreprise ne l'a pas fait. Est-il incompetent ou complice ? Sa défaillance est pardonnée : sur le lieu de l'attentat, il reçoit du roi les pleins pouvoirs. Mais son prestige est entamé. Avait-il confusément le sentiment de l'échec grave, qui motive le suicide ? A-t-il mis fin à ses jours pour ne pas passer devant le peloton d'exécution ? Le roi l'a-t-il éliminé ? Oufkir semble bien avoir emporté son secret dans la tombe.

M.J.

Oufkir :

portrait d'un assassin

*lutte ouvrière -
26 Août 1972*

LA presse française a eu décidément bien du mal à admettre l'hypothèse de la trahison d'Oufkir. Avant que Rabat ait arrêté sa version officielle, tous les plumeux de la presse écrite et parlée ont tenu, après les réserves d'usage, à célébrer ce soldat d'élite, qui « n'aurait pas survécu à l'humiliation qu'il ressentait, ayant reçu la charge de rétablir la santé morale de l'armée... et qui ne pouvait accepter d'assumer une nouvelle fois son rôle d'exécuteur de ses compagnons d'armes (Le Figaro) et se sont demandé si le général Oufkir était « un héros de la fidélité ou un soldat perdu » comme Franceschini dans Le Monde. Maintenant ils

tirent argument de l'in vraisemblance de l'hypothèse du suicide pour laisser clairement entendre que Hassan II a fait de Oufkir le bouc émissaire, l'homme chargé de tous les péchés de sa politique, et certains en concluent allègrement que la mort d'Oufkir arrange le souverain parce qu'elle va le dispenser de mener une autre politique plus libérale par exemple. C'est tout juste si on ne présente pas Oufkir comme un libéral ou du moins comme partisan d'une plus grande démocratisation du régime, bref comme un homme de gauche qui aurait été sacrifié sur l'autel de la monarchie absolue. C'est quand même un comble !



Oufkir en compagnie de Dlimi et d'Hassan II.

(Ph. U.P.I.)

Car, enfin, quelle que soit l'utilisation politique que Hassan II, ce despote, fera de l'exécution de son ministre de l'Intérieur, il faut une bonne dose d'hypocrisie ou peut-être tout simplement de souplesse d'échine pour voir dans Oufkir autre chose qu'un sinistre tortionnaire, ambitieux, habile à tuer et à terroriser et probablement l'un des hommes les plus hais du peuple marocain.

Cette indulgence pour le moins suspecte de la presse bien pensante s'explique certainement par les liens qui ont toujours uni Oufkir et certains milieux politiques et militaires français. Non pas seulement parce que Oufkir fut un homme de commando de l'armée française pendant la guerre avant de devenir un « héros d'Indochine ». — ce valet de plume du Monde, déjà cité, écrivait sans rire le 18 août : « Toute sa vie il (Oufkir) restera un officier français, fier de la grande fraternité du mess et marqué par l'esprit « ancien d'Indo » — mais plus simplement parce que Oufkir était lié aux services secrets français. Il l'était à tel point qu'il put en 1965 utiliser l'aide à la fois de la police et de barbouzes français pour réaliser l'enlèvement, en plein Paris, du leader de l'opposition libérale marocaine, Ben Barka, puis son assassinat. A l'occasion du procès de cette sinistre affaire où deux sous-fifres de la police française écopèrent pour tous, les rapports d'Oufkir et de ses hommes de mains avec les milieux très spéciaux du renseignement français ont été sinon mis en lumière (le juge Sableyrolles qui instruisit l'affaire est, nous a-t-on précisé depuis, l'homme des affaires délicates) du moins à ce point sous-entendus qu'il fallait avoir les oreilles d'une justice et d'une presse aux ordres pour ne pas en tenir compte.

Enfin, Oufkir, rappelons-le, a été mis en place auprès de la monarchie marocaine

par la France et plus précisément par le général Boyer de Latour, il était non seulement l'homme de l'armée française au Maroc mais plus vraisemblablement l'homme des services secrets français au Maroc. En 1965, il ne fit qu'utiliser cette fonction et la solidarité qu'elle impliquait avec une partie de l'appareil d'Etat français à son propre avantage.

Pour parfaire le personnage, rappelons qu'en 1958, chargé de réprimer la révolte du Rif, il donne l'exemple en tranchant lui-même la gorge d'un insurgé. En 1965, quand les ouvriers et les étudiants de Casablanca descendent dans la rue, il met encore la main à la pâte et, de son hélicoptère, mitraille lui-même la foule des manifestants. C'est au titre de ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire chef de la Sûreté, qu'Oufkir fut chargé de l'élimination systématique de toute opposition politique et de la répression anti-ouvrière au Maroc. Ses victimes ne se comptent plus. L'assassinat de Ben Barka entre dans cette perspective, c'est pour empêcher une problématique ouverture de la monarchie chérifienne avec l'opposition dont Ben Barka était le dirigeant, que par-dessus la volonté du roi et de De Gaulle, il procéda à son exécution. Il fut alors officiellement couvert par Hassan II, comme après Skhirat d'ailleurs, car le roi avait besoin de lui pour continuer à gouverner en despote absolu sur un peuple maintenu dans la misère et l'oppression.

Pour avoir raté son coup, il vient d'être abattu sans autre forme de procès. Tout ce qu'on peut regretter c'est qu'il ne l'ait pas été par les masses populaires marocaines, mais dans le cadre de la lutte anarchique d'un souverain tyrannique pour sa propre survie.

Colette BERNARD.

LE ROI DU MAROC : « LA FEMME D'OUFKIR A FAIT SON MALHEUR »

RABAT, jeudi (A.F.P.).

Le roi Hassan II, au cours d'une interview exclusive accordée dans sa villa du Souissi, à Jean Mauriac, un des envoyés spéciaux de l'Agence française de presse, a retracé le processus de la trahison du général Oufkir.

« J'ai connu trois Oufkir, a déclaré le souverain chérifien. Le premier alors que j'étais prince héritier et qu'il était, lui, jeune aide de camp de mon père, le roi Mohammed V. C'était un officier, doublement heureux : heureux de s'être tiré de toutes les campagnes qu'il avait faites sans y laisser sa peau, heureux de se trouver choisi, parmi tant d'officiers marocains, comme aide de camp de mon père. Depuis quelques jours, je me pose la question : on aurait dit que la Résidence nous avait servi Oufkir comme sur un plateau. Le 16 novembre 1955, jour du retour de mon père à Rabat, il se trouvait déjà à ses côtés dans la « Delahaye » noire. Ce n'est que depuis trois jours que je me demande pourquoi il nous fut ainsi « servi » dès le début. Nous passâmes ensuite, lui jeune officier, moi célibataire, des années très agréables.

Des drames dans son foyer

« Arrive la deuxième phase, de février 1961 à mars 1970. Oufkir est un serviteur loyal, plein d' allant, dynamique, devinant à mi-mot la pensée de son patron. Vient mars 1971, et c'est alors la troisième phase. Oufkir est ministre de l'Intérieur. Il y avait dans ce ministère un fonctionnaire du nom de Baazate, qui était parvenu à mettre Oufkir sous sa coupe et particulièrement sa femme. C'est sa femme, vous savez, qui fut à la base du malheur d'Oufkir. Ce fonctionnaire mettait en coupe réglée au profit de Mme Oufkir et du sien tous les domaines où pouvaient s'exercer les fonctions du ministre de l'Intérieur.

« J'ai donné l'ordre à

Oufkir de le renvoyer, poursuit Hassan II. Il le fit. Mais plus qu'à contrecœur. Il a considéré que l'affaire était dirigée contre lui. Il avait l'impression de perdre la face. Pourquoi ? Je ne saurais vous le dire. En réalité, il faisait face, à cette époque, à des drames dans son foyer. Skhirat a trouvé un homme mûr, démantibulé, intellectuellement en pièces détachées. Il ne fallait plus qu'une chiquenaude pour le faire passer de l'autre côté... »

— **Majesté, la mort d'Oufkir amènera-t-elle de nouveaux développements dans l'affaire Ben Barka ?**

— Je vous le dis le plus franchement, le plus cyniquement possible : Je ne regrette pas la disparition de Ben Barka. C'était un agitateur notoire à l'échelon international. Ce que je regrette c'est que cette disparition ait été liée à quelques haïts fonctionnaires marocains. Les méthodes qui ont prévalu dans l'affaire Ben Barka, ces méthodes vénitiennes n'ont jamais été celles des Alaouites. Je suis contre toute méthode de ce genre. Quant à dire qu'Oufkir a été l'instigateur, l'exécutant de la disparition de Ben Barka, je peux vous assurer que, jusqu'à présent, je n'ai pas eu la moindre preuve, de la part d'Oufkir, ni la moindre allusion, ni le moindre aveu pouvant me laisser penser qu'il avait participé de près ou de loin à tout cela. Si Ben Barka n'avait pas disparu, vous l'auriez trouvé aux côtés de Cohn-Bendit (jeune gauchiste), en mai 1968. Il appartenait à tout ce qui est toujours contre tout.

Jean Mauriac demande alors à Hassan II son sentiment à l'égard du Général de Gaulle au sujet de l'affaire Ben Barka.

— Ce fut triste pour lui et pour moi, plus que pour tout autre, répond le souverain marocain. Le général a été induit en erreur par ses services. Pour que le général — lui qui était si prudent, qui réfléchissait toujours tant avant de parler — se précipitât ainsi et fit la déclaration qu'il a faite au sujet d'Oufkir, c'est qu'il devait avoir devant lui des preuves préfabriquées, qu'il croyait bonnes, et qui ne lui laissaient aucun doute.

— **Qu'entendez-vous, Majesté, quand vous avez déclaré : « Je veux m'appuyer sur la légalité et sur l'Open » ? Entendez-vous prendre l'initiative de l'ou-**

verture avant ou après les élections projetées ?

— Les forces orthodoxes sur lesquelles je pourrais m'appuyer sont celles qui se sont définies par rapport aux obédiences étrangères, qui ont éliminé de leurs rangs tous ceux qui, de Tripoli ou de l'ambassade de Libye, à Paris, s'attaquent quotidiennement à leur pays d'une façon veule ou vénale, tous ceux qui, quelle que soit leur attitude dans l'opposition, restent avant tout des Marocains et des patriotes conscients de leur réalité nationale.

« A ce sujet, ajoute le roi, je vous fais la révélation suivante : par deux fois, le lieutenant-colonel Amoukrane (commandant de la base de Kenitra, d'où les P-5 qui ont attaqué l'avion royal décollèrent), a rencontré Basri à Paris et à Evian comme intermédiaire entre ce dernier et Oufkir (N.D.L.R. : Basri est un leader de l'U.N.F.P. réfugié à Paris, condamné à mort par contumace par les tribunaux marocains.) »

— **Majesté, le 10 juillet 71 c'était à Skhirat, le général Medbouh ; le 16 août 72, le général Oufkir, deux hommes qui vous étaient viscéralement attachés...**

« Oui, c'est pourquoi, répond le roi du Maroc, il ne faudra plus jamais que j'accorde ma confiance à qui que ce soit.

C'est un traumatisme que j'en fais à moi-même en prenant cette décision. Mais il ne s'agit pas de moi. Il s'agit de millions de personnes dont je dirige le destin, après Dieu. Mes considérations personnelles ne doivent pas peser auprès de tels impératifs.

Disparition de Français mêlés à l'affaire Ben Barka

Quatre Français impliqués dans la mort de Ben Barka ont disparu de leur domicile marocain depuis la fin de l'année dernière, apprenait-on mercredi à Rabat de sources dignes de foi. Il s'agit de MM. Boucheseiche, Le Ny, Dubail et Palisse.

Le bar et l'hôtel casablancais tenus par M. et Mme Boucheseiche sont fermés depuis plusieurs mois. Mme Boucheseiche qui se trouve à Fontenay-le-Vicomte, a d'ailleurs déclaré à notre confrère « L'Aurore » : « Oui mon mari a disparu au Maroc. Il a été arrêté non pas mercredi dernier après la mort d'Oufkir, mais très exactement le 19 mars 1971 ». Mme Boucheseiche a révélé qu'au lendemain de la mort d'Oufkir, des amis bien informés sont venus lui dire que son mari était mort dans sa prison marocaine.

Ben Barka fut enlevé à Paris par deux policiers français

C'est le 29 octobre 1965 que Mehdi Ben Barka, l'un des leaders de l'opposition marocaine en exil, fut enlevé devant la brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain, par deux officiers de la police judiciaire, Souchon et Voitot. L'information judiciaire, confiée au juge d'instruction Zollinger établit qu'Antoine Lopez, inspecteur principal d'Air France à Orly, avait été l'un des instigateurs du rapt. Le prétexte de l'enlèvement était l'organisation d'une rencontre entre Ben Barka et le général Oufkir, alors ministre marocain de l'Intérieur, dans la villa de Lopez, à Ormoy. Ben Barka fut emmené dans la villa du truant Boucheseiche, à Fontenay-le-Vicomte. On ne devait plus le re-

voir. A l'issue d'un procès retentissant — commencé le 5 septembre 1966 et qui ne s'acheva que le 5 juin 1967 — Antoine Lopez fut condamné à huit ans de réclusion criminelle (bénéficiant d'une mesure de libération conditionnelle, il a quitté la prison le 24 décembre 1971) et Souchon à six ans de la même peine. Voitot fut acquitté. Quant au général Oufkir, il fut condamné, par contumace, à la réclusion perpétuelle. Ahmed Dlimi, alors directeur de la Sûreté marocaine, qui accompagnait Oufkir en France au moment de l'enlèvement, s'était constitué prisonnier au cours du procès. Il fut acquitté.

A bord d'un hélicoptère L'UN DES CHEFS DU COMLOT SE RÉFUGIE A GIBRALTAR

DEUX des organisateurs du « complot aérien » contre Hassan II du Maroc se trouvent à Gibraltar. Ils s'y sont réfugiés dès mercredi soir, après l'échec de leur tentative. Le gouvernement marocain a aussitôt demandé à Londres leur extradition, mais il n'est pas certain qu'elle soit accordée.

Les deux officiers en fuite seraient le lieutenant-colonel Mohammed Amikrane, ancien commandant de la base aérienne de Kénitra, ainsi que le lieutenant El-Midaoui. Ils sont arrivés en hélicoptère mercredi dans la nuit à Gibraltar en compagnie d'un adjudant et de deux sergents de l'armée de l'air marocaine. Mais les trois sous-officiers ont déclaré le lendemain matin qu'ils souhaitaient rega-

gner le Maroc, n'ayant à se reprocher aucune participation au complot.

Aussitôt l'hélicoptère posé à Gibraltar et l'identité de ses passagers connue, le gouverneur du rocher, l'amiral sir Varyl Begg a ordonné de mettre l'hélicoptère à l'abri de tout regard, ainsi que de protéger les Marocains contre toute indiscretion. Ce n'est que jeudi, dans la matinée, que cette fuite à Gibraltar a été révélée.

situation juridique des mutins réfugiés à Gibraltar. Mais on rappelle dans les milieux compétents de Londres que les Anglais n'extradent pas en général les réfugiés politiques.

En attendant, le ministre britannique a présenté à l'ambassadeur les sentiments d'indignation de son gouvernement après le « vil attentat » dont le roi Hassan a failli être victime.

L'ambassadeur du Maroc à Londres, M. Ouazzani, a alors effectué auprès du gouvernement britannique une démarche officielle pour réclamer les deux officiers.

Le ministre d'Etat au Foreign Office britannique, M. Godber, a répondu à l'ambassadeur qu'aucun traité d'extradition ne lie la Grande-Bretagne au Maroc, mais qu'il allait faire étudier la

LE SORT DES MUTINS

Pendant que se joue dans les chancelleries le sort du lieutenant-colonel Amikrane et du lieutenant El-Midaoui, les autres mutins sont sous les verrous. Il s'agirait de huit officiers pilotes de la base de Kénitra, qui apparaît comme le centre sinon le foyer unique de la mutinerie. Un seul nom est connu jusqu'à présent, celui du commandant Louafi Kouira, qui a sauté en parachute mercredi soir, à court d'essence, comme nous l'avons rapporté

hier. Le commandant Kouira aurait été le principal auteur de l'attaque aérienne contre le Boeing du roi. L'officier, qui s'est cassé un bras en s'éjectant de son avion, est originaire du Rif. Il a fait des études en Espagne, puis dans des écoles militaires aux Etats-Unis. Il avait été nommé commandant de la base de Kénitra il y a un mois seulement. Ses compagnons ont été arrêtés lorsque Kénitra a été occupée par l'armée royale.

LE STRATAGEME DU ROI

Un des aspects les plus surprenants de la tentative est la manière dont le com-

mandant Kouira et le lieutenant-colonel Amikrane (celui qui est réfugié à Gibraltar

et qui aurait participé personnellement à l'attaque) se sont laissés abuser par l'homme qui aurait dû être leur victime.

Le frère du souverain, le prince Moulay Abdallah, a raconté à l'O.R.T.F. que, dans le Boeing criblé de balles et qui était pour des chasseurs une cible comme à l'exercice, le roi a pris le micro de la radio, se faisant passer pour un mécanicien, et informa les agresseurs que Hassan II était grièvement blessé et que l'avion allait se poser

en catastrophe. Selon une autre version, Hassan, en déguisant sa voix, aurait annoncé aux mutins sa propre mort.

En tout cas, le stratagème a réussi et les pilotes rebelles ont laissé atterrir l'avion royal. On sait maintenant que, voyant par la suite une silhouette passer rapidement en revue une garde d'honneur, ils comprirent que le roi n'était pas mort. C'est alors qu'ils ont attaqué l'aéroport.

MORTS ET BLESSES

Tandis que Hassan échappait pour une seconde fois à la mort en se cachant dans une pinède, les avions des révoltés survolaient Rabat puis tiraient sur le palais royal, mais, là aussi, ils rataient le souverain. Hassan en effet s'était rendu à sa résidence de Skhirat, là même où il avait failli être tué il y a treize mois.

Entre-temps, ambulances et voitures de police ramassaient les victimes. On comptait 8 morts, 28 blessés graves et une trentaine de blessés légers. Outre le ministre du Tourisme, trois autres ministres ont été atteints par les projectiles : celui des Finan-

ces, des Affaires islamiques et un secrétaire d'Etat chargé de l'Economie. Tous les morts sont des Marocains.

On venait à peine de dresser ce bilan, qu'éclatait ce coup de théâtre : le « suicide » dans le milieu de la nuit du général Oufkir. On apprenait également que ce n'était pas Oufkir qui avait « repris » la base de Kénitra.

Et, hier soir, on apprenait que les obsèques du général auraient lieu dans sa ville natale à Ain Chair, dans le Tafilalet. Funérailles intimes et discrètes, suivant la prescription coranique en pareil cas...

L'AEROPORT DE

RABAT OUVERT

Au silence officiel, presque total, s'ajoute étrangement celui des journaux et notamment des publications appartenant à l'opposition de droite de l'Istiqlal. « L'Opinion » et « Al Alam », ont en effet choisi de ne pas paraître, peut-être pour prévenir la saisie ou la censure.

Les autorités affirment toutefois que la situation est normale sur l'ensemble du territoire et le Conseil des ministres, réuni mercredi soir et jeudi matin, s'est « félicité de l'attachement manifesté par l'ensemble du peuple » à la personne du roi. Il est incontestable d'ailleurs que la vie a repris d'une manière normale dans la capitale et dans les autres villes du royaume.

Ainsi, l'aéroport de Rabat-Salé a été réouvert hier en fin d'après-midi au trafic aérien.

Le roi, qui n'a pas paru en public et s'est abstenu de prendre la parole à la radio ou à la télévision n'en a pas moins présidé jeudi soir à Skhirat, un conseil des ministres, à l'issue duquel a été publié un bref communiqué : « Le souverain a donné les instructions qu'exige la situation, et exprimé sa

vive sollicitude aux familles des victimes. »

Radio-Tripoli continue cependant à se déchaîner contre le roi du Maroc traité de « valet de l'impérialisme ». Des chants glorifiant « la révolution au Maroc » alternent sur les antennes de la radio libyenne avec des commentaires incitant les Marocains à la révolte et promettant le soutien libyen aux « officiers libres » marocains qui doivent, paraît-il, recommencer bientôt leur tentative d'assassinat.

A ce propos, on apprend qu'il y a un mois l'armée marocaine avait été discrètement mise en état d'alerte. La gendarmerie royale avait saisi une importante quantité d'armes introduite en contrebande au Maroc. Ni le pays d'origine de ces armes ni la manière dont elles ont été introduites n'ont été révélés. Toute l'affaire a été tenue secrète. Mais il est possible que le régime libyen, qui accorde d'importantes subventions aux différents groupes révolutionnaires arabes, soit mêlé à cette contrebande d'armes.

Fred GOLDSTEIN.

L'AURORE. 18/08/1972

LONDRES LIVRE LES DEUX OFFICIERS REFUGIES A GIBRALTAR

C'EST au cours de la nuit de jeudi à vendredi que le gouvernement britannique a expulsé de l'autre côté du détroit le lieutenant-colonel Amkrane, le lieutenant El Midaoui et trois sous-officiers. A bord d'un hélicoptère, ils avaient gagné jeudi matin Gibraltar où ils espéraient trouver refuge. Les trois sous-officiers de l'équipage firent savoir au bout de quelques heures à Rabat qu'ils n'avaient pris aucune part au complot et désiraient retourner au Maroc. L'autorisation leur fut accordée dans l'après-midi de jeudi. Le cas des deux officiers comploteurs était évidemment plus pénible: ils avaient fui le Maroc pour sauver leur vie.

La Grande-Bretagne semble avoir très peu hésité. Quelques heures lui ont suffi pour arriver à cette conclusion que les deux officiers devaient être extradés.

Avant minuit, jeudi, ils étaient conduits au Maroc

par un appareil de l'armée de l'air chérifienne.

Un porte-parole du Foreign Office expliqua aussitôt:

« Le maintien de la présence de ces officiers à Gibraltar a paru contraire à l'ordre public. »

Pourquoi ce communiqué laconique, cette décision impitoyable? Aucun traité d'extradition n'obligeait les autorités britanniques à livrer les deux fugitifs à la justice marocaine.

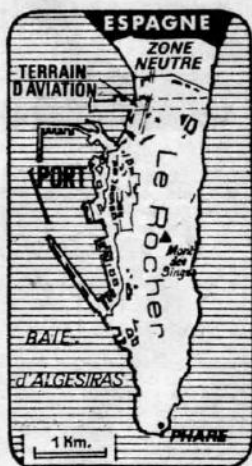
C'est après des consultations à l'échelon gouvernemental — auxquelles M. Heath lui-même a participé — que Londres a tranché. La Grande-Bretagne désire plus que tout maintenir d'excellentes relations avec le Maroc en raison de la situation à Gibraltar: depuis l'imposition par Madrid d'un blocus total du « Rocher » et le retrait des ouvriers espagnols, l'économie de la colonie dépend principalement de la présence de quelque 3.000 travailleurs marocains

à Gibraltar et des livraisons de denrées alimentaires par les expéditeurs chérifiens. En outre, le règlement concernant l'entrée des étrangers à Gibraltar donne au chef des services de contrôle le droit de refuser le séjour dans la colonie à toute personne jugée « indésirable ».

C'est ce qui a autorisé le ministre d'Etat au Foreign Office, M. Godber, à affirmer que les officiers marocains étaient « des immigrants illégaux » et qu'ils avaient été expulsés comme tels. « Le bien-être de Gibraltar et de sa population étaient en jeu, a ajouté M. Godber, Gibraltar est très petit ». Et puis surtout « il ne nous était pas possible d'être impliqués dans les affaires intérieures marocaines ». La presse britannique, naturellement, n'a pas jugé ces explications très convaincantes. L'opposition travailliste de son côté s'est élevée contre cette « décision si radicale et si précipitée ».

Les Anglais scandalisés : Londres a livré les deux rebelles réfugiés à Gibraltar

sur intervention personnelle de Hassan II



(De notre env. spéc. perm.
Eva FOURNIER.)

LONDRES, samedi.
« C'EST un jour de honte pour la démocratie britannique. Notre pays qui de tout temps a donné asile aux proscrits de Voltaire à Karl Marx — s'est mis hier au niveau des bourreaux auxquels il a livré deux hommes promis à une mort certaine. »

Cette violente réaction indignée d'un membre de l'opposition britannique donne le ton de la « stupeur écœurée » — selon le terme d'un autre commentateur — provoquée à Londres par la décision du Foreign Office de renvoyer à Rabat les deux officiers marocains réfugiés à Gibraltar qui avaient demandé asile politique.

Avec une rapidité qualifiée par la presse britannique de « stupéfiante », les deux officiers étaient le soir même à minuit livrés aux autorités marocaines et emmenés sous bonne garde à bord d'un avion militaire venu spécialement de Rabat pour les chercher.

C'est semble-t-il sur l'intervention directe du roi Hassan II que Londres a pris cette mesure sans précédent dans son histoire. L'ambassadeur du Maroc en Grande-Bretagne, M. Thani Ouazzani, avait transmis au Foreign Office un télégramme personnel du souverain marocain à ce propos et c'est M. Edward Heath, le Premier ministre lui-même, qui a pris la décision de livrer les deux officiers à la justice de leur pays.

Aucun accord d'extradition n'existe entre le Maroc et l'Angleterre, ce qui, aux yeux des commentateurs, rend l'initiative de M. Heath non seulement « in-

humaine », mais illégale. De plus, les demandes d'asile politique sont en Angleterre soumises à une cour de justice spéciale dont la décision, si elle est négative, ne peut entraîner que l'expulsion des intéressés, mais en aucun cas leur renvoi dans leur pays d'origine.

Immigrants indésirables

Devant le tollé soulevé en Angleterre par cette affaire, le Foreign Office a tenu à souligner que le gouvernement avait agi en « toute légalité » puisque les deux officiers avaient été considérés comme des immigrants indésirables et renvoyés de ce fait dans leur pays... C'est pour protéger l'intérêt public de Gibraltar que cette décision a été prise, a ajouté un porte-parole du gouvernement. Depuis que l'Espagne a fermé sa frontière avec la presqu'île en 1968, toute une partie de l'approvisionnement de Gibraltar est assurée par le Maroc qui fournit également trois mille travailleurs en remplacement des anciens journaliers espagnols.

Ces explications, qualifiées d'« opaques » par l'opposition, n'ont satisfait ni les milieux travaillistes ni le parti libéral.

« Si, comme c'est probable, les deux officiers passent demain devant un peloton d'exécution, c'est l'Angleterre qui aura appuyé sur la détente », a déclaré un parlementaire anglais indigné. Dans un seul cas précédent — en 1962 — l'Angleterre avait, au milieu d'une tempête de protestations, extradé un espion, le Dr Soblen — sujet américain au service de l'U.R.S.S. Le Dr Soblen était d'ailleurs mort avant d'être passé devant la justice de son pays.

La fin d'un vieux droit ?

EN rendant au Maroc (lire aussi notre article ci-dessus) les cinq officiers et sous-officiers qui s'étaient réfugiés à Gibraltar après l'attentat contre Hassan II, l'Angleterre n'a pas seulement provoqué l'indignation de sa propre opinion publique : elle a remis en question, semble-t-il, le principe même du droit d'asile.

L'asile politique a été longtemps reconnu comme un principe quasi sacré du Droit des gens, comme un de ces usages bien ancrés qu'observaient entre eux les pays dits civilisés. En tête des pays traditionnellement considérés comme « terres de liberté », on rangeait jusqu'ici la France, l'Angleterre, la Suisse et les Etats-Unis. Marx coula des jours heureux dans l'Angleterre victorienne, Lénine, traqué par toutes les polices tsaristes, attendit son heure en France et en Suisse. Les carlistes, puis les républicains espagnols savaient en franchissant les Pyrénées qu'ils trouveraient l'hospitalité chez nous. Les Etats-Unis, enfin, se firent les champions, après 1945, de la cause anti-communiste et aidèrent partout où ils le purent les victimes de la Terreur rouge à venir se mettre à l'abri de la bannière étoilée.

Las !... ce temps-là n'est plus. Une forte notion de discrédit a été jetée sur l'asile politique depuis que des criminels nazis notoires — les Menguélé, Eischmann et autres Barbie — se sont vu accorder des cachettes commodes en Amérique du Sud. D'autre part, les « politiques », les idéologues et les révolutionnaires en complet veston ont fait

place aux Tupamaros et aux pirates de l'air tous azimuts qui manient plus facilement la mitrailleuse et la grenade que les concepts philosophiques. **Peut-on décemment considérer les membres d'un commando qui font exploser un avion ou massacrent des dizaines d'innocents civils comme des réfugiés politiques ?**

Car c'est bien là qu'est le problème : celui qui, au nom de ses idées, a recours à la violence physique contre des civils ou des personnes étrangères à son affaire, descend au rang du gangster, de « droit commun », pour lequel on ne saurait éprouver d'indulgence. **Mais où exactement se situe la frontière entre ces deux types de personnages ?** Le débat ne sera sans doute jamais tranché.

Ce que l'on peut constater, c'est que dans l'actuel contexte de politique de détente et même d'entente entre des grandes puissances qu'effraie de plus en plus le risque d'une apocalypse nucléaire, bien des doctrines ont été révisées, à l'Ouest comme à l'Est. Il y a deux ans encore, Nixon se mit en colère en apprenant que le State Department, sans le consulter, avait refusé l'asile politique à un marin soviétique au large des côtes du Massachussets. **Aurait-il la même attitude aujourd'hui ?** Il est permis d'en douter tant est fort, surtout chez les grands de ce monde, le désir de ne pas avoir d'ennuis et de ne pas s'exposer aux représailles du voisin. Et la France elle-même, on peut le penser, ferait aujourd'hui tout ce qui est en son pouvoir pour éviter, par exemple, une nouvelle affaire Ben Barka.

Hubert de GERMINY.

Du droit d'asile politique

Gibraltar

Business is business

A LONDRES, le gouvernement de Sa Majesté n'a pas hésité longtemps avant de livrer aux autorités marocaines, c'est-à-dire très probablement à la torture et à la mort, les deux officiers marocains qui s'étaient réfugiés à Gibraltar et avaient demandé l'asile politique. En moins de 24 heures, et bien qu'il n'existe pas même un traité d'extradition entre les deux pays, l'Angleterre a cédé aux demandes du Maroc.

L'affaire a fait un certain bruit en Angleterre où la totalité de la presse prend à partie le gouvernement et lui reproche d'avoir tourné le dos et trahi les grandes traditions d'hospitalité de l'Angleterre. Les travaillistes s'associent naturellement à ces protestations, mais non sans équivoque, puisque leur porte-parole a déclaré que les deux hommes auraient dû « pour le moins être transférés en Grande-Bretagne afin que toutes les questions légales et diplomatiques posées par leur sort soient examinées ». Une manière voilée de manifester sa compréhension pour le gouvernement, mais de lui reprocher la rapidité de sa décision et sa maladresse.

Il reste que les conservateurs ont du s'expliquer. Ils l'ont fait, une fois n'est pas coutume, sans détour : « Gibraltar est une petite île et il n'est pas possible de considérer favorablement de telles demandes, surtout lorsqu'on tient compte du grand nombre de marocains qui viennent travailler à Gibraltar ».

En effet, depuis le blocus de Gibraltar par les autorités espagnoles, l'enclave britannique ne reçoit son ravitaillement que du Maroc, et c'est une main-d'œuvre marocaine qui a remplacé, pour effectuer les tâches les plus ingrates et les plus vitales, les quelques 2 000 ouvriers espagnols qui travaillaient sur le « rocher » jusqu'au blocus.

Voilà pourquoi Gibraltar a livré les deux marocains à leurs bourreaux.

Business is business ! Et dans ce monde, tout sert de monnaie d'échange. Y compris les grands principes.

F. DELAIN.